

LES PRATIQUES

#27

COMPRENDRE

ET AGIR



# Malade, la démocratie locale ?

## Manuel pour un mieux-être citoyen

Yann Crespel

### **Entretiens en versions longues<sup>1</sup>**

**Avec : Tiphaine Ardouin, Isabelle Bizouart, Jean-François Caron, Ombelyne Dagicour, Charles Fournier, Lucille Lheureux, Marie Pochon, Marie Toussaint, Chloë Vidal.**

---

<sup>1</sup> Ces entretiens sont bruts. Ils ont été réalisés à distance, avec prise de notes en direct par l'auteur. Ils ont été relus par les contributeurs. Des versions synthétisées apparaissent dans la partie « AGIR » de l'ouvrage « Malade, la démocratie locale ? ».

# Entretien avec Tiphaine Ardouin

**Nom :** Tiphaine Ardouin

**Fonction :** Adjointe à la Ville de Bordeaux, chargée de la démocratie permanente et de la gouvernance par l'intelligence collective

**Date :** 22 avril 2025 (durée 1h15)

## Que pourriez-vous dire de vous (pour vous présenter à d'autres élus) ?

Je porte une délégation à la démocratie permanente et à la gouvernance en intelligence collective. L'ambition bordelaise est grande. Les mots ont une ambition pédagogique.

Les temps de co-construction collective sont essentiels. Je suis en formation continue sur la démocratie, comme l'est la ville de Bordeaux et le territoire ; l'apprentissage est permanent. Les élus y ont été associés en début de mandat, pour s'imprégner des enjeux de la démocratie permanente. C'est resté plutôt théorique. Si nous sommes réélus, nous reprendrons les premiers séminaires qui n'ont pas été suivis d'autres (hors de la théorie). Le cycle sera repris et poursuivi pour tous nous acculturer – et également les élus. Une culture de l'intelligence collective s'installe à Bordeaux.

Nous avons récemment été attaqués par l'opposition, nous accusant de faire animer nos échanges par des tiers systématiquement et de refuser ainsi la « vraie » démocratie de confrontation. L'opposition revendiquait une posture d'affrontement direct de l'élu à l'habitant. Et semblait nous accuser de lâcheté. Or c'est pleinement assumé : le processus, les outils de l'intelligence collective, la démarche, sont au centre de notre démocratie locale, pour apaiser les relations et assurer la co-construction. Et ça fonctionne.

A travers des tiers facilitateurs, nous avons toujours cherché à donner toute sa place à la participation citoyenne. Nous voulons nous assurer d'une démocratie de qualité. Il s'agit d'éviter la confrontation stérile de l'élu face aux intérêts individuels.

Le facilitateur a alors pour fonction :

- De recueillir le sens, les objectifs auprès de l'élu. De poser le périmètre et la thématique de la rencontre clairement.
- De s'assurer que le cadre est tenu (équilibre homme/femme + parole prise en compte des porteurs de handicaps éventuels, avec de la langue des signes au besoin + aptitudes à la prise de parole en public entendues + distribution de la parole en fonction des présents, etc.).

## Quelle est votre définition de la démocratie locale ?

Nous nous référons à la manière dont Pierre Rosanvallon décrit la **démocratie directe**. La **démocratie permanente** participative existe parce que la démocratie représentative a besoin d'un complément d'action ; elle ne peut se contenter des temps d'élection. C'est cette forme de démocratie que nous cherchons à mettre en œuvre à Bordeaux.

**Pourquoi l'intelligence collective ?** C'est être persuadé qu'il ne suffit pas de se mettre ensemble à plusieurs pour co-construire. L'enjeu est de co-écrire et de co-construire ensemble => être des professionnels au service des populations. C'est s'interroger sur ce que nous voulons mettre en débat avec nos concitoyens, et comment nous le faisons.

La Démocratie Permanente, c'est pour nous la capacité à interroger les citoyens depuis le très local et très concret – depuis la rue ou la place, pour agir sur la revégétalisation ou sur le rafraîchissement de la ville, sur la circulation mode doux vélo, etc... – jusqu'à la construction des politiques publiques culture, convention citoyenne sur le changement climatique... Notre ambition est de faire contribuer aux 2 dimensions de la démocratie locale.

Nous avons mis en place un service de démocratie permanente : pour que tous puissent s'exprimer, que nos objectifs collectifs soient atteints. Des méthodes, des démarches, une pédagogie, qui sont déployés dans nos réunions en interne, et dans les temps avec les citoyens. Jusqu'à il y a peu de temps, les personnes du service intervenaient comme facilitateurs, mais une dynamique de formation est en cours pour les autres techniciens / les autres services. La co-animation avec d'autres techniciens se systématisent.

A Bordeaux, nous approchons le citoyen à notre manière, pas comme l'impose une « citoyenneté française ». Toutes les personnes qui habitent, travaillent ou étudient à Bordeaux sont des citoyens ; ce sont celles et ceux qui font vivre Bordeaux. C'est un rapport très large à la citoyenneté.

Nous parlons d'une ville facilitatrice et collectivement intelligente...

### **Selon vous, la démocratie locale est-elle malade ?**

A vrai dire ; NON. A Bordeaux, elle n'est pas malade. Et la raison principale est que nous avons beaucoup de corps intermédiaires avec lesquels nous interagissons en permanence.

La démocratie locale, il faut la faire correctement, en allant chercher les bons acteurs. La démocratie ne se réduit pas à des individus cloisonnés qui pensent ou à des élus qui décident dans leur coin. Une association construit un projet collectif ; à nous de les mobiliser, de nous mettre au service de ces énergies. Ce qui m'intéresse est que les gens soient ensemble pour délibérer, pour travailler ensemble, pour faire émerger du commun, au-delà des intérêts individuels. En ça, la gouvernance en intelligence collective est essentielle. Elle permet de faire émerger ce commun.

Personnellement, je ne suis pas d'accord avec le regard stéréotypé posé sur les « TLM<sup>2</sup> ». Oui, ceux qui veulent parler dans les arènes parlent et c'est très bien. C'est à nous, dans nos démarches participatives sur les rues, les parcs ou jardins, les co-constructions de politiques publiques, de construire des processus adaptés aux gens. Le TLM est une figure, mais quand on s'intéresse aux corps intermédiaires, ça ne tient pas. Si on veut écouter les personnes éloignées, on le peut, sans vouloir le faire directement, en nous appuyant sur les structures intermédiaires qui agissent, sans vouloir le faire à leur place. Elles ont des liens de confiance, des histoires, pour collecter la parole..

En ce moment, nous avons plein de pétitions qui nous arrivent et c'est bon signe. Plein de collectifs nous disent des choses. Quand on voit le nombre de gens qui se regroupent, on ne peut qu'être enthousiastes. Les jeunes quand on va les chercher s'investissent sur plein de sujets. La bonne question à se poser est : est-ce que nous nous donnons la capacité d'entendre ce qui est dit et d'aller chercher – via les corps intermédiaires – les paroles éloignées ?

Bien sûr, il y a des dysfonctionnements :

---

<sup>2</sup> Les TLM sont l'acronyme utilisé pour désigner les « Toujours Les Mêmes », les personnes qui investissent les instances et dispositifs de la démocratie locale, les consultations, conseils etc. Qui ne se renouvèlent pas.

- La démocratie locale a pris des formes différentes dans le temps. Nous allons de l'intérêt individuel à la construction de la politique publique : c'est un chemin vraiment complexe. Cette parole citoyenne est-elle traduite dans la chaîne de décision de la politique publique ? Elle n'est pas toujours clairement déployée à tous les niveaux. Comment s'articulent les 3 légitimités : des élus, des techniciens et des citoyens. Les techniciens sont incapables de situer là où la participation citoyenne a été déterminante dans l'orientation d'un projet. Du côté des citoyens, ils nous disent « Nous participons, mais nous ne savons pas à quoi ? ». Dernièrement on nous a – justement – reproché dans le réaménagement d'une place de ne pas avoir tenu compte d'un engagement présent dans le compte-rendu. Or comme il y a une contrainte technique, il y a une contrainte citoyenne, qui doit être intégrée pareil pour la conduite des projets. S'assurer de ces transmissions. Vrai aussi pour les élus.
- Les changements de culture prennent du temps en interne notamment. Bordeaux est « Ville facilitatrice », avec un « Contrat de démocratie » fondateur. On apprend en marchant, avec des progressions qui n'ont pas toujours le bon rythme. Mais d'une étape à l'autre, on avance. Le process est qualitatif, avec une évolution continue des pratiques. Globalement, ça marche.

### **Quels sont les principaux moteurs de votre engagement**

J'ai été engagée longtemps dans la coopération internationale (au Mali). Je continue à travailler sur la question des solidarités internationales, sur l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, en parallèle de mon mandat d'élue.

Quand je suis revenue à Bordeaux, on m'a proposé de rejoindre cette liste. Ca m'a plu. Nous en avons discuté en famille longtemps avant de prendre une décision, et je me suis engagé.

Mon moteur reste l'éducation à la citoyenneté mondiale et à la solidarité, pour faire en sorte qu'il y ait une cohérence globale, que nous ayons une autre façon de co-construire collectivement la ville.

### **Quelles sont vos principales ressources ?**

Le projet qui est le mien en tant qu'élue, n'est pas individuel. C'est un projet discuté avec mon conjoint et mes enfants. Mes emplois du temps décalés, me demandent beaucoup. Le passage obligé est d'en faire un projet collectif, de famille.

Le fait de continuer à avoir une activité professionnelle est très important pour moi. Le rôle d'élue reste un peu bizarre, comme si nous étions des super-personnes, avec des rôles de sachant et des capacités à sauver les citoyens. Nous avons une relation que je ne trouve pas très saine avec les habitants. C'est un truc bizarre. Alors, je garde une activité pour savoir toujours où est ma place, me situer justement. Je ne facilite pas de réunions dans mon cadre de fonction d'élue. Quand je suis élue, je tiens ma place d'élue

Je ne suis pas connectée aux réseaux sociaux. Je ne cherche pas l'exposition. Je vais aux réunions publiques, oui, mais je ne m'expose pas sur les réseaux.

A Bordeaux pas comme ailleurs (par exemple Grenoble NdR), la place du 1/3 facilitateur a été posée tout de suite et assumée, notamment dans nos travaux avec les conseils de quartier, pour que ce soit apaisé. Aujourd'hui, ça marche. Avec ce genre de mécaniques de travail, les oppositions ne peuvent plus être aussi vociférantes et véhémentes qu'à l'habitude. Les réunions publiques ne peuvent plus être uniquement politiciennes. Les débats sont plus apaisés.

## Quelle est l'action / le ou les projet(s), dont vous êtes particulièrement fière ?

L'ensemble de notre politique entre dans le cadre du « contrat démocratique », co-écrit en 6 mois avec les citoyens dès le début du mandat. Le processus est passé par des enquêtes, des questionnaires,... Un draft a été mis en débat et travaillé lors d'une journée ouverte à tous. Nous avons à présent un document validé par toutes les parties-prenantes avec des engagements réciproques (même s'il n'y a pas eu de formalisation par des signatures).

Notre contrat démocratique a 2 axes :

- **Un axe descendant** → Toute la démarche engagée par la ville. Nous avons conçu un service de la Démocratie Permanente – composé de 9 personnes aujourd'hui – comme un outil transversal pour la ville, au service de tous les autres services, mais aussi au service du territoire.
- **Un axe ascendant** → Pour mettre en œuvre notre programme social, écologique et démocratique, l'initiative citoyenne est centrale et non pas périphérique. Par principe, chacun est légitime pour faire la ville, et libre de la faire à sa manière.

Ce « contrat démocratique » est la bible de notre action à Bordeaux et la feuille de route du service de Démocratie Permanente. C'est un document opposable.

Nous avons déjà un budget participatif, et nous sommes allés au-delà par un dispositif de **pétition, d'interpellation citoyenne**. Une pétition déclenche automatiquement des **ateliers de médiation** avec la ville = rencontre avec les élus et les techniciens. Ex : nous avons été saisis pour protéger mieux les arbres dans l'espace privé. Pour aller devant le conseil municipal, il faut 4000 signatures (ça n'a pas été le cas encore).

Il y a encore un « **Atelier des initiatives citoyennes** » soutien des citoyens qui veulent engager des choses pour leur ville de tout ordre (aides de différents types, aussi avec des euros = centre social, conseil de quartier pour violer directement, un jury citoyen se réunit avec des réponses très rapides apportées). Soutenus à ce jour : friteuse pour l'association Supe Patates + concours de hip-hop, après-midi de babyfoot intergénérationnel + bal climatique + jardins partagés... La mairie a le rôle de libérer les énergies de ceux qui veulent faire. Les transferts financiers ont demandé un montage financier particulier, avec la possibilité de financer le porteur de projet individuel.

Nous avons initié un « **observatoire de la démocratie permanente** », composé d'une trentaine d'habitants et organisé en mode « convention citoyenne (i.e. qui s'acculturent, réfléchissent et formulent des préconisations). En année 1, l'observatoire a travaillé sur le rapprochement des personnes éloignées de la participation. La question de l'indemnisation des citoyens participants s'est posée là. Ce n'est pas pour moi l'enjeu. Mais ça peut aider, alors on prend. Nous travaillons actuellement plutôt sur les modes de valorisation de l'engagement citoyen.

## Quelles seraient 3 recommandations pour de (futurs) élus ?

- **L'amont de la délégation.** Se définir en amont, poser nos limites et identifier les concessions que l'on est prêt ou prête à faire ou pas. A chaud, c'est plus compliqué, alors le penser avant de s'engager. Il s'agit de réfléchir à ses propres limites.
- **Place et rôle de l'élu.** Être conscient que ça prend beaucoup de temps et d'énergie d'être élu. Et que l'élu est une place / un rôle particulier, avec des représentations bizarres en France, à dépasser. Nous entrons dans un costume, or nous ne sommes ni des super-homme, ni des super-femmes.
- **Être soi avec les autres.** Savoir rester soi-même, se faire confiance dans ce que l'on est. Un mandat c'est un groupe, c'est une organisation, c'est un rapport à la population, à une énergie collective d'équipe et de territoire. Il nous faut imposer chacun notre façon d'être élu, dans une dynamique collective.

## Entretien avec Isabelle Bizouard

**Nom :** Isabelle Bizouard

**Fonction :** Maire divers gauche de la ville de DIE – maire entre 1995 et 2008, élue pour son dernier mandat en 2020

**Date :** 15 avril 2025 (durée 1h30)

### Histoire personnelle :

Née à Die, géographe. Pensionnaire à Valence jusqu'en terminale. « Jamais dégoûtée par mon territoire ». La géographie me permettait de l'approcher globalement. Mon 3<sup>ème</sup> cycle d'aménagement rural a porté sur le Diois. J'aimais ce territoire par-dessus tout. D'abord à titre personnel, puis professionnellement depuis un poste au syndicat d'aménagement du Diois. Le maire de Die présidait l'intercommunalité et m'a demandé d'intégrer la liste pour les municipales. 1983 / 89 : conseillère municipale, en exigeant d'être dans la partie éligible de la liste. Avec en parallèle des CDD au syndicat d'aménagement du Diois et à Dieulefit pour mettre en place une charte intercommunale de développement et d'aménagement. Je ne suis jamais dans une hyperprésence au conseil municipal, mais en observation active.

Puis travail sur le contrat de Pays d'accueil touristique de la haute vallée de la Drôme = de la station de Valdrôme à l'aménagement du territoire.

En 89, le maire ne s'est pas présenté, Marcel Bonniot, socialiste – droit, honnête, résistant, franc... C'est lui qui m'a « élevée » – tout court – à la fonction d'élue locale. Départ sur la liste de Claude Morin, 1<sup>er</sup> adjoint. Arrivée derrière la liste communiste de JP Rambaud. J'accepte de partir avec JP Rambaud et suis adjointe à la communication, au tourisme et au jumelage.

En 92 : élections régionales et cantonales. Secrétaire de la section PS de Die (quand il y avait du monde, notamment des anciens instits bien engagés). Intérêt pour m'engager au niveau régional. Un éléphant départemental ne l'entend pas ainsi et place quelqu'un d'autre. Je me présente aux cantonales néanmoins. J'alerte Didier Guillaume (même âge que moi) qui pilote le PS au département. Il dit « fait d'abord 10% des voix ». Nous étions une équipe de jeunes – quant à aujourd'hui, où sont les jeunes ? J'arrive en 2<sup>ème</sup> position ; j me maintiens, soutenue par de nombreux diois. Je suis élue.

Mais le conseil général de la Drôme bascule à droite... à cause de ça ? Certains l'affirment alors. Je suis la plus jeune du CG. J'affronte des banderoles « Bizouard, élue avec les voix du FN : démission ! ». Je me retrouve divers gauche, puis ne suis plus retournée dans un parti.

On commence à préparer les municipales de 1995, en tant que DVG (association la dent de Die). En plus se positionne une liste PS-PC. Union des deux listes au 2<sup>ème</sup> tour, nous sommes élus et je prends un 1<sup>er</sup> adjoint PC.

En 1995, en tant que CG et maire, on se met au travail. Je laisse tomber mon métier d'alors ( prof d'HG dans une MFR). Travail sur l'élaboration de la stratégie bourg centre de Die qui sera le fil conducteur de 2 mandats.

Conseillère régionale entre 1997 et 2004.

2001, nouvelle élection municipale, avec 2 listes à gauche et une liste à droite.

En 2000 j'ai eu un fils, alors je laisse en 2004 ma place à la Région. « Quand on laisse la place, alors on est effacée ».

En 2008 on perd les élections avec 4 listes à gauche. Les écologistes ont refusé qu'on parte ensemble. Nous perdons.

6 ans dans l'opposition. Je retrouve un travail à Cap Rural pendant 12 ans (CDI).

En 2020 je suis allée voir les écolos en leur proposant de partir ensemble. Ma motivation : transmettre et faire du lien entre ancien et nouveau. J'ai conscience qu'il y a tous ces vieux encore en politique, mais je me dis « C'est ou maintenant ou jamais !? » « Aujourd'hui je suis à la fois dans et pas dans le coup, les 2 sont vrais ». Nous y sommes allés ensemble aussi par manque de candidats suffisants. Une fois élus, j'ai démissionné de mon travail à Cap Rural.

## Questions et réponses

### 1- Sémantique : les mots de la démocratie locale.

*Comment définiriez-vous la / une démocratie locale ?*

Très liée au développement local. C'est la capacité des acteurs locaux à travailler en collectif, à mener les projets en lien avec le territoire qu'ils habitent. Comme les diois se saisissent de leur territoire pour faire projet.

En 75, le Diois se dépeuplait. Nous étions les enfants de ceux qui n'avaient pas osé partir.

J'étais sûre que c'était un territoire d'avenir (sur le plan humain et cadre naturel) => équipement sport-nature etc. Aujourd'hui, nous sommes un territoire qui attire.

### 2- Santé : l'état de la démocratie locale.

*Comment considérez-vous la santé de la démocratie locale aujourd'hui ? En quoi serait-elle malade ?*

Par certains côtés elle est en bonne santé :

- Il y a des personnes qui s'engagent dans des collectifs. D'autres formes que les associations ; certains sont constructifs, s'intéressent à la chose publique. Ils n'ont pas les inconvénients d'être élus et de connaître les réalités quotidiennes. Mais en même temps ils œuvrent pour un intérêt thématique. Ils s'intéressent mais pas sur un ensemble / une globalité. C'est parfois selon des intérêts personnels.
- Tension permanente entre un système classique qui détermine les rôles (élus/services / institutions) et qui fait quoi selon des compétences légales et d'autres formes horizontales et/ou ne (re)connaissant pas le fonctionnement institutionnel. C'est donc confus.
- Ceux qui se présentent veulent réaliser des projets d'investissement . Or une commune c'est 80% du fonctionnement. C'est une organisation avec l'intérêt de créer du nouveau à partir de ce qui existe.

Par certains autres côtés, elle est malade :

- Développement des réseaux (a)sociaux qui pose des problèmes : anonyme, dans le jugement, voir l'injure. Ça génère une violence des relations néfastes
- Il y a beaucoup plus de peurs dans la population, d'intolérance. Car il y a une urbanisation des comportements (tags, trafics de drogues, etc.). des phénomènes auparavant liés à l'urbain et péri-urbain font choc et peurs. Les gens ont peur des autres
- En revenant 12 ans après, j'ai trouvé que tout était amalgamé, au même niveau. Il devient très compliqué de distinguer le vrai du faux. Or la démocratie a besoin de choses objectives, posées et comprises. Il devient impossible de faire entendre des éléments objectifs pour mener une action.
- Réseau et mails font que tout le monde sait tout, tout le temps, sans savoir qui doit répondre, agir, quand et comment...
- Le fait de ne pas avoir 2 mandats est très affaiblissant (quand on n'est pas lié à une autre collectivité de type département ou région). Même si je suis VP à l'interco. Il était très intéressant de compléter les mandats.

Une tension entre DP et DR. Pour moi c'est le même mot : Démocratie. Mais au niveau de l'organisation, c'est passionnant. Mais on donne aujourd'hui peu de crédit au maire. Tension entre horizontalité et verticalité. Et enjeu de curseur.

### 3- Moteurs de l'engagement et histoire particulière

*Pouvez-vous décrire le moteur de votre engagement politique ?*

Par mes études et mes rencontres, j'étais persuadée que le territoire offrait des ressources en alternative au tout urbain et à la concentration. Non à la concentration urbaine Oui à faire vivre un territoire. Je suis convaincu de ça.

Là est la raison principale de mon engagement (de voir tous ces villages se dépeupler).

Aujourd'hui, nous avons vu des arrivées de populations, notamment liées au COVID : les gens viennent d'abord pour un cadre de vie, plus que pour ses habitants et son territoire. La greffe ne prend plus – pour l'instant. Jusqu'alors nous avons pu absorber les vagues. Mais aujourd'hui cette arrivée massive ne crée pas de liens. Il y a plutôt des cellules qui font communautés, mais pas une communauté. Est-ce une question de temps ? Certainement.

Nous ne sommes pas pour l'heure dans une fusion ou une compréhension les uns des autres.

#### **4- Une expérience spécifique à raconter**

*Y a-t-il une ou plusieurs action(s) dont vous êtes particulièrement fier.e ?*

**Plan de mobilité.** Qui génère tellement de tension à Die actuellement, mais...

L'adjointe aux mobilités a créé un comité consultatif des mobilités (usagers, commerçants, élus et partenaires, avec un prestataire et les agent chargé de mission mobilités). 1 an ½ de travail.

La ville a fait de la place pour les vélos et les piétons. Moins pour les voitures.

Une commune comme Die qui n'a pas assez de moyens en services ne peut réaliser tout ce qui est souhaité, mais le plan – sans être parfait – correspond à nos engagements. Il a été élaboré avec les citoyens compétents, les collectifs mobilisés.

**La dynamique et le bourg centre.** Ma fierté est plutôt celle d'une dynamique d'ensemble.

Notamment sur les 2 premiers mandats, en intégrant les projets, les ressources de la mairie, le rayonnement culturel. La stratégie de bourg centre était une histoire qui se déroulait, qui « mettait en lien et faisait du lien »... Positionnement d'une nouvelle mairie dans un bâtiment en plein centre ; bâtiment qui était « bourré comme un œuf » d'activités et d'associations... Nous avons créé un théâtre en milieu rural qui rayonne, le gymnase s'est redéployé, des associations ont été hébergées sur d'autres sites... Mais maintenant, beaucoup de l'immobilier communal est en mauvais état.

Dans une mairie on travaille sur une temps long, c'est à recommencer en permanence. Rocher de Sisyphe.

#### **5- Équilibre entre vie politique et vie privée et ressources**

*Comment gardez-vous l'équilibre ?*

Je suis relativement atypique. J'ai toujours pris du recul. Nous sommes en contact direct en permanence. Dans une idée de transmission, je me suis moins investie.

Pour avoir un équilibre et tenir dans le temps, il m'a toujours été nécessaire de partir marcher. Je pouvais partir respirer pendant des temps longs (1 mois par an). Sur les 2 premiers mandats, on respectait ma vie privée.

Aujourd'hui ce n'est pas pareil, les réseaux sociaux changent la donne radicalement.

On me disait « les élus c'est le sexe, le pouvoir, l'argent »... Or je ne suis intéressée ni par l'un, ni par l'autre, ni par le suivant. Ce qui m'intéresse c'est le pouvoir de faire.

Le maire de Die reçoit une indemnité de 1700€ nets – c'est peu et ça pose une vraie question pour l'exercice de la démocratie. Il y a un problème du statut de l'élu local. Je me disais que je m'en occuperais dans ce dernier mandat, mais je n'ai pas eu le temps.

En plus, avec le démarrage COVID, je nous trouve très séparés des autres collectivités et des organismes œuvrant pour les élus et pour les communes ; j'ai eu assez peu de relations aux niveaux départemental, régional ou national, et nous ne sommes que peu sollicités. C'est particulier pour moi ce moment.

Le mandat unique pose réellement cette question de l'interaction d'un élu avec les différentes collectivités : on fonctionne seul et ce n'est pas souhaitable (même si c'est dans l'air du temps). Il y a une re-concentration des pouvoirs et nous sommes plus isolés qu'avant.

## 6- Tensions et défis pour la démocratie locale

*Qu'avez-vous affronté de plus dur dans votre engagement politique ? Quels sont les défis pour les nouveaux élus ?*

Mon premier baptême, c'était le conseil général, quand je n'ai pas suivi. Ce fut fort... Les banderoles violentes qui m'ont accueillies.

Aujourd'hui je sors d'un dépôt de plainte suite à une allusion à un viol collectif sur ma personne. Alors je reçois des manifestations de solidarité de partout. Mais c'est violent.

Sur un dossier comme l'hôpital, je suis devant, en frontal depuis plusieurs années, avec plein d'armes braquées sur moi. Ca a duré 4 ans quand même et ce n'est pas fini...

Défis pour l'élu local :

- **Gestion.** Le prochain élu doit comprendre l'importance de la partie gestion. Il faut de la stratégie, du temps, de l'argent, pour gérer les services qui incombent à la commune (le scolaire etc...). Ca peut transformer une ville. On peut y greffer l'enjeu climatique et énergétique. Les projets nouveaux amputent le nécessaire entretien de la voirie, des réseaux et du bâti.
- **Le numérique.** Tout ce qui touche à l'informatique : quand aurons-nous des services adaptés pour les prochaines années, et sans trainer de la patte ? Avec les citoyens qui savent tout sur tout, ça va changer. Le corps administratif doit s'adapter pour être respecté et performant. La relation élu et agent est essentielle.
- **L'élu.** La formation des élus est un enjeu. Comment leur faire comprendre le foisonnement administratif et le faire fructifier = trouver les financements, s'adresser et comprendre comment ça fonctionne ? Comment les élus peuvent comprendre le monde tel qu'il est... ? Chacun reste dans SON petit réseau. Or les élus doivent être multi-réseaux, intégrer 1 système. Se respecter et s'entendre entre humains demain, dans les fonctions assignées par le vote. Quelle est sa place ? et quel peut-être son fonctionnement efficace ? et comprendre qu'une commune c'est d'abord du fonctionnement... du moins en grande partie
- **Les transitions.** La transition écologique et les révolutions technologiques. Du faire travail. De la société elle-même (du type trafics de drogue - un mouvement d'ensemble pour la tranquillité publique). Or nous n'avons pas les moyens... Il va y avoir un enjeu de gérer « joyeusement » des pénuries. Il faut amener des citoyens à comprendre que le confort que nous avons su proposer dans tous nos bâtiments, c'est terminé... Que chacun se responsabilise avec « du moins » - mais pas forcément du « moins bien ». Le luxe se redéfinit. L'enjeu est d'assumer la sobriété joyeuse.
- **Compétences.** Les communes ont moins de compétences et moins de moyens. Dans un système de plus en plus contrôlé. Où les réglementations sont de plus en plus complexes... La simplification n'est pas à l'ordre du jour.

Une commune devrait être le vecteur de construction d'une culture commune, un peu comme on a pu le faire à d'autres époques, avec des outils comme la charte de Pays. Se questionner sur « qu'est-ce qu'on veut faire ensemble ? ». Nous ne pouvons faire que contrôler la réglementation, et être contrôlé sur notre contrôle...

Le mouvement engagé dans le cadre de « Petite ville de demain » va dans cette direction. Moi-même j'aurais peut-être plus de pouvoir d'agir en étant ailleurs que dans le rôle de maire.

Je ne me présente pas, mais peut-être je vais trouver des endroits pour faire à nouveau pays, ensemble avec d'autres.

En fin de conseil municipal, j'ai dit « c'est quoi cette ambiance de merde ! Le Diois résiste, mais à quoi ? Nous avons du boulot si nous voulons que la démocratie résiste aujourd'hui pour demain. »

Il s'agit de faire Pays. Les mots sont importants :

- Le pays est une entité ; « c'est quand on connaît tous les morts qu'on enterre ». Le diois (territoire et habitant) j'y crois. Une terre comme le diois, ceux qui font le choix d'y venir sont des personnes qui le désirent, et sont prêtes à le respecter.
- Le partage / le respect. Je me suis engagée pour « transmettre et faire du lien » « de pousser les diois à oser parler... à aujourd'hui : apprendre à se taire avant de parler »
- Résistance. Une valeur qui s'est galvaudée.

L'équipe qui pourrait partir à gauche est incertaine ; ils sont très peu à vouloir s'engager. certains ont une vision égocentrique / égocentrée des choses. Ce qui me laisse également perplexe, c'est qu'il y a aujourd'hui très peu de jeunes qui sont prêts à y aller. C'est vu, c'est su et ça ne fait pas envie : la tension horizontal et vertical, attaques et plaintes permanentes, violences numériques...

La commune est l'espace de proximité, de délibération. Aujourd'hui, c'est aussi un espace de services, qui rend du service public et gère un patrimoine. L'essentiel de l'odJ d'un CM c'est de valider et faire évoluer un fonctionnement. Ce qui suppose que les gens soient dans une très grande maturité.

Le problème est de bien poser la démocratie locale là où elle est : c'est un espace où nous orientons les services (moins un endroit de débat). C'est abrasif. Mais tant que nous avons la certitude du lien collectif, ça porte un avenir. Il y a un enjeu à s'attacher / à préserver l'attachement.

## 8- Conseils et préconisations

Si vous aviez trois conseils à donner à quelqu'un prêt à intégrer une liste pour de prochaines échéances électorales...

- **Valeurs et méthode.** Avoir une base de valeurs communes et de méthodes communes à vérifier dans l'équipe avant de s'engager. Y a-t-il acceptation d'un leader mais quelle définition du leader. Un pacte de pilotage, chacun avec sa juste place.
- **Prendre son temps.** 6 ans c'est long. C'est alors engager une course de fond et non pas une course de vitesse. La résistance. Rester persévérant, dépasser les réactions pour être dans l'action.
- **Organisation d'abord, égos ensuite.** Ne pas vouloir SON projet / imprimer sa marque égotique, mais avoir une vision globale, inter-reliée, systémique, et qui prenne en compte que 80% de l'activité d'une commune, c'est le service, le fonctionnement. C'est une organisation qui fonctionne et qui doit tourner.

# Entretien avec Jean-François Caron

**Date :** 28 avril 2025 – 9h/10h30

**Nom :** Jean-François Caron

**Fonction :** ancien maire écologiste de Loos-en-Gohelle ancien Vice-Président de la Région Nord-Pas-de-Calais, président-fondateur de la Fabrique des Transitions.

## **Ce que l'on peut savoir de vous :**

*Le 2 avril 2023, passant la main à Geoffrey Mathon, vous disiez ressentir : « ...des tonnes qui s'enlèvent de mes épaules. La responsabilité de maire, ça veut dire être présent pour tout et c'est lourd sur le temps long. » « On a prouvé que c'était possible de faire une écologie du quotidien, qui diminue les charges des habitants, qui améliore la planète et qui apaise. Aujourd'hui, on présente l'écologie sous un jour vindicatif mais j'ai montré qu'en travaillant avec les gens, on construit des réponses adaptées » « Changer les choses avec les habitants, c'est ça mon Everest à moi. On a montré qu'on peut créer l'adhésion populaire, c'est ça, aller haut, pour moi. » « Chez nous, les paysages ne sont pas faits de granit rose, de mers limpides ou de sommets aux neiges éternelles. Chez nous, l'homme a creusé, a extrait, a construit des montagnes. Incontestablement, que les mineurs soient à l'égal des rois au niveau du patrimoine mondial, c'est l'œuvre de ma vie, c'est ma plus grande fierté. »*

*« Avec la Fabrique des Transitions, c'est un changement d'échelle par rapport à ce qui s'est fait à Loos-en-Gohelle, avec d'autres communes de France. On veut montrer qu'on peut faire système, il faut accélérer face à la dégradation de notre planète »*

## **1- Engagement :** quels sont les moteurs de votre engagement ?

Mon engagement naît de mon territoire, martyrisé. Avec une société qui demandait aux mineurs de s'excuser, alors que mon métier de kiné voyait des corps exténués, quand la moitié des gens mouraient avant l'âge de la retraite. Loos c'était l'exemple même d'un développement « non durable » : un territoire qui a été creusé, gratté, pollué... Et une fois qu'il n'y a plus d'argent à gagner, tout le monde s'en va. Mon engagement naît de cette injustice, pour ce système prédateur.

Dans ma famille, on a 50 ans d'engagement. Mon arrière-grand-père a été maire, mon père était maire. Mon grand-père s'appelait Voltaire. Dans mes ancêtres, Juvénal et Danton étaient gardes du corps de Léon Blum... Une histoire qui me plombe un peu, mais en même temps ça me donne des clés et explique que j'en sois là. La gauche traditionnelle ne savait pas quoi faire de moi.

J'ai été éduqué à dormir dehors à écouter le brâme du cerf.. J'ai monté une association de naturaliste dans les terrils très tôt (cf [Ted X](#)) – suite à la découverte d'un oiseau alpin sur un terril ; ça m'a fait changer de regard. C'est après que je m'engage des associations jusqu'aux écolos.

Dans ma façon d'être, ce qui m'intéresse n'est pas la radicalité des propos, mais des radicalités de transformation. Je me suis toujours heurté par exemple à la manière de faire de la politique de certains cadres du parti. A Loos, on est dans le réel : il y a des gens qui ne paient plus leur chauffage, qui ne paient plus l'eau, ce bien commun, on achète bio et en circuit court et pas cher... C'est concret. Dans mon action écologiste, je suis dans la radicalité du réel, je me suis intéressé aux gens comment ils sont, pas avec un enjeu de plus de pureté, de plus de vertu hors sol. J'ai eu des adversaires internes, il y eut un moment où être maire chez les écolos, c'était suspect, c'était le signe de compromissions. Il m'a fallu donner des gages par et pour l'action. Ça s'est renversé progressivement, au fur et à mesure qu'in constatait que ça marchait. La réalité, c'était que les gens en visite à Loos en Gohelle reprenaient foi en l'action politique et nous tous aussi : « la preuve, on l'a fait ».

En synthèse les quelques clés sont : faire avec les gens dans le réel / voir émerger un modèle / transformer pour de vrai, dans le réel quotidien...

Mon parcours s'est fait par étapes, liées à des évolutions de contexte. Je viens d'une époque de pionniers => nous étions quelques maires écologiques en 2001 puis 2008 (Noël Mamère à Bègles, Jean-Michel Marchand à Saumur, etc). A cette époque, ça ne faisait pas système (antipollution, politique nature). On était émergent. Loos en Gohelle est devenu « démonstrateur national de conduite du changement - faire la ville durable » C'est un label de L'ADEME, car ça embarquait les gens... avec une double entrée technique ok, et l'entrée territoire = pourquoi à L en G ça prend ? Très évalué par des experts => financement d'ingénierie. Ca démontre que ça marche.

Il y eut un temps des grandes villes, également important à prendre en compte (avec Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Tours, Poitiers...).

La capacité à incarner est un élément essentiel. A chacun de prendre sa place. Je ne suis pas pour couper des têtes dès qu'elles émergent – comme ça peut se passer quelquefois sous prétexte qu'il ou elle pourrait dérapier. L'enjeu est d'avoir et de déployer de la puissance. Et d'agir. Alors, sachons créer des conditions pour que cette puissance prenne toute sa place et gagne en ampleur. Soyons conscients que le pouvoir est une drogue dure : il faut des collectifs de qualité et des contre pouvoirs opérants.

## 2- **Sémantique** : quels sont vos mots de la démocratie locale ?

Quelle participation ? Il y a ce slogan : « participation sans responsabilisation = piège à cons ». Le constat de la défiance vis à vis du politique est édifiant = d'abord il faut reconquérir de la confiance en matière de participation des citoyens.

Moi, je n'emploie plus jamais l'expression « démocratie participative » -> ça accrédite une posture de consommation de l'action publique -> avec des gens qui vont dans les réunions pour dire ce qu'ils veulent en format doléance -> « tu vois je l'ai dit au maire et il l'a pas fait » -> or l'intérêt général n'est pas la moyenne des intérêts particuliers -> les collectes des « je veux » ça ne suffit pas -> et d'ailleurs ces collectes, c'est infini (quelqu'un qui travaille tôt va demander une halte-garderie, un autre de l'éclairage pour son garage = non). La posture est perverse. On se fait prendre dans la tenaille facilement.

Alors que si on introduit un processus de responsabilisation, il y a une élaboration collective et les échanges deviennent riches. L'écoute encore meilleure. A voir « Référentiel d'implication citoyenne publié sur le site de la ville de Loos en Gohelle » (Fabrique des Transitions). La responsabilisation va transformer les habitants (=> comprendre les normes, le temps nécessaire, les coûts que ça implique => responsabilisation habitante concrète). L'action enclenchée va être appropriée et donc beaucoup plus efficace.

Il y a 6 impacts majeurs dans l'implication des gens :

1. Si on vous donne la parole = vous existez. Quand plein de gens sont dans des endroits « hors radars », il y a là un enjeu de reconnaissance. Je te parle -> tu existes.
2. Les projets sont mieux faits. C'est l'expertise d'usage qui améliore les projets, avec plus de créativité. Seul l'utilisateur sait et peut dire son problème.
3. La population comprend le rôle de l' élu et l' élu comprend mieux la population. Ça réarticule la démocratie représentative avec la démocratie participative. Ex : une dame qui vient me voir un jour de réunion publique et qui me dit « ça doit pas être facile d'être maire ! ». On éloigne les populistes de tous poils avec ça.
4. Beaucoup plus d'efficacité dans les projets avec des arbitrages acceptés. Les critères de choix sont posés ensemble. L'information circule.
5. Dans tout le processus, les habitants se transforment. Processus de capacitation. On rêve d'éduc pop, sauf que Léo Lagrange, ça ne marche plus. Par contre, faire la ville c'est ça la nouvelle forme de l'éducation populaire.
6. Si on est d'accord que la transition n'est pas une suite de solutions technologiques (comme semble le dire la droite et les projectivistes du PS), parce que le stock des

ressources est fini, que certaines limites planétaires sont atteintes, que ... Il y a besoin d'une réponse sociétal. Que l'on réoriente notre modèle de développement est urgent – et il n'y a pas d'autre option. Donc il faut changer d'imaginaire de développement. Et alors on va se fracasser à tous les freins au changement. Il faut en avoir conscience. Ex : je suis moniteur de ski quand mon grand-père était garçon vacher ; je n'ai aucune envie de redevenir garçon-vacher... Les neurosciences sont claires : ce n'est pas une conférence qui fait changer, mais quand on est dans l'action, ça fait changer. On est dans d'autres sillons. La mise en action facilite la conduite de changement => que les gens rentrent dans la centrale solaire citoyenne de Loos en Gohelle et qu'ils questionnent -> ils entrent dans un processus de transformation.

En synthèse, la participation habitante induit reconnaissance, créativité, lien élu-population, efficacité des projets, capacitation, aide à la conduite de changement. L'implication habitante est une clé absolue pour accompagner le changement.

### 3- Santé : quel est l'état de la démocratie locale selon vous ?

D'abord je suis issu d'une culture ouvrière, collective, de lutte des classes... Ce qu'on a vécu dans les 70 dernières années explique beaucoup de choses :

- Post guerre, politiques de sécurité sociale et autres
- Processus de croissance et reconstruction
- Les Glorieuses déclenchent la consommation marchande, avec des rapports de classe forts, avec des catégorisations : Les fonctionnaires / Les mineurs / Les agriculteurs...
- Avec Mitterrand, nouvelle salve progressiste avec la CMU, la peine de mort, le droit des travailleurs... Et une société de croissance en parallèle qui prend la main sur tout.
- Bascule dans l'ère du matérialisme, avec des rapports à la spiritualité qui ont refloué. Consumérisme = croyance que l'avoir seul permet d'être. Glissement pervers, avec l'intérêt général refilé aux élus et une exigence de liberté individuelle irresponsable.
- On arrive dans un société où on délègue l'intérêt général aux élus, en crachant dessus, et de l'autre on exige de jouir, d'accéder à la promesse matérialiste. **Montée des logiques individualistes, explosion des classes et des corps sociaux (syndicats mis à mal), attentes populaires de plus en plus importantes (avec des déceptions en nombre croissant, les constats d'injustices), une entrée dans une société de déception**, de ressentiment qui accroît considérablement les inégalités (cf Cynthia Fleury).

« C'est la qualité des collectifs qui permet l'expression des singularités » (Gilles Deleuze). Ex : dans l'équipe de France de 1998 de Zidane, Jacquet a réussi : le collectif est de grande qualité, chaque joueur est à son apogée et délivre son meilleur football. Quatre ans plus tard, nouvelle coupe du monde, le collectif est catastrophique, et les joueurs décident de faire grève ! « Quand les collectifs sont de merde, les gens sont de merde »...

La question à se poser en tant qu'élus est : « comment je compose des collectifs de qualité ? ».

Alors on offre à nouveaux aux habitants des perspectives. On les sort de la spirale : TV, grande surface, on se « fait » un voyage,... On évite la délégation des questions d'intérêt général,...

Modèle mortifère car intenable sur le plan écologique, qui ne génère pas le bonheur, mais de l'isolement, de la colère, de l'aigreur, du racisme (envers des boucs émissaires)...

Alors les partis populistes s'installent, non pas en usant de mécanismes rationnels, mais en surfant sur les ressentis négatifs.

Ma réponse politique : d'abord retravailler les collectifs impliquants.

Pour éviter de faire de la participation un « piège à cons » => responsabilisation, capacitation des personnes sollicitées + réinventer l'action globale par le local, qui seul facilite l'implication des acteurs. A l'échelle locale c'est : tu fais ou tu fais pas, t'es là, ou t'es pas là. Simple. La proximité facilite l'appropriation, l'engagement dans le temps, la fierté (ex : toiture solaire sur l'Église à Loos).

#### 4- **Expériences** : pourriez-vous raconter une ou plusieurs réalisations dont vous êtes fier ?

J'ai créé la **fabrique des transitions** pour que le local soit placé au centre de ce qui permet la transformation. Les gens cherchent systématiquement les faiblesses, les angles morts. Avec des questions sur le comment ça diffuse toutes ces initiatives locales, sur ce qui se passe après le mandat, avec des soupçons d'incarnation par appétit du pouvoir. Les journalistes étaient très intéressés, mais ils cherchaient systématiquement les faiblesses. J'ai voulu aller au-delà de ces représentations, pour créer un espace coopératif où on analyse tous ces enjeux de la transition. J'avais sorti un **code source de Loos en Gohelle** (« Loos ville pilote du développement durable »). Loos était de plus en plus visité, tout le temps, par de plus en plus de gens. Notre action intéressait / interrogeait les autres villes ; elle fait système sur les différentes dimensions de l'action publique -> **écologie** : zéro pesticides, eaux récupérés, gestion différenciée des espaces verts, retour des espèces emblématiques du territoire... + **économie** : pôle de compétitivité, de recherche, emplois agricoles par le bio, attractivité économique et renouveau du commerce local, ... + **social** : des coûts de chauffage diminués, l'eau en gestion directe, des facilités d'accès... + **participation** : doublement du nombre d'associations, renouvellement et présence de bénévoles, etc.

En 2008, nous avons été élus avec 82% des voix pour un écolo, sur une politique de transition... Le fait est assez rare pour être souligné.

Nous avons une approche systémique et sur du temps long. Il y a très peu de cas ressemblants, car chaque situation locale est unique. On peut parler d'Ungersheim en Alsace, de Mouans-Sartoux dans le 06, de Malaunay en Normandie, et d'autres. Dans plein de villes, on trouve des initiatives intéressantes, mais dans peu d'endroits on constate un système global qui marche. Avec la Fabrique, en nous servant de l'expérience de certaines communes où ça marche, nous avons extrait les invariants autour de 4 thématiques :

- Des stratégies d'engagement / d'implication des habitants, à partir des traits d'identité locale = ne pas laisser l'identité aux identitaires. Appartenance à soigner. Un engagement est très souvent lié à la proximité.
- Toutes ces communes avaient changé l'organisation municipale, plus systémique et avec plus de transversalité (mode projet, groupes de pairs..)
- Logique de nouvelles coopérations, nouvelles alliances entre acteurs. De nouvelles alliances à L en G, avec des nouveaux liens (avec les chasseurs ou avec le monde agricole,...).
- A chaque fois qu'on s'allie, une nouvelle valeur est créée. Ex à Loos en Gohelle avec la trame verte, avec des fruitiers, et un trafic de confiture in fine. Ce lien, crée de la valeur relationnelle de proximité, de convivialité, de solidarité. A Loos, on avait 3 fois plus de personnes prêtes à donner un coup de main qu'ailleurs en temps de COVID.

Nous avons développé un référentiel. Ca montre qu'il y a des endroits où ça marche, où l'espoir renaît en matière de transition. Ce travail a été présenté devant une trentaine de grandes structures nationales, et dans la foulée nous avons proposé une alliance... . Avec un espoir créé. Nous avons présenté ça devant 30 structures. Avec une charte qui pose les choses. Avec la Fabrique des Transitions nous avons proposé de faire alliance au service de la transition, pour que chacun puisse dépasser son plafond de verre par l'appui des autres. 80 structures au départ, 420 aujourd'hui (organisations : chercheurs, experts, territoires, consultants, associations, etc.). Nous ne parlons pas au nom des autres. Chacun est à sa place.

2 directions principale dans l'action de la fabrique des transitions :

- **Mode Think Tank.** Animation en organisation apprenante (sur la mise en récit, sur la territorialisation...). Un espace de création d'intelligences et de ressources, avec de la formation, des playdoyers, etc .
- **Mode Do Tank.** Accompagnement de territoires, pour décliner dans d'autres endroits. Nous ne venons pas faire du business. Nous arrivons comme partenaires et non pas comme des prestataires -> avec une parole libre, bienveillante et exigeante.

Parfois, nous pouvons alors dire des choses pas si simples à entendre à ceux qui le demandent. Nous prenons les territoires par cohortes (par 10, en accord et avec le soutien de l'ADEME, ou de l'ANCT tel que « communauté avenir montagne »). Aujourd'hui, 80 territoires sont concernés. Les gens viennent avec des envies et des compétences. Il y a 8 salariés actuellement en réacteur interne de la machine dans la Fabrique. Mais l'autre moitié de notre force de frappe vient des alliés. Chacun propose des ressources qui entrent dans les projets. Notre méthode : on pose un diagnostic sensible après avoir interviewé ce que nous appelons les 4 fantastiques (élus, agents de collectivité, acteurs de terrain, État), on formule des recommandations, les territoires bénéficient d'un tronc commun de déformation/formation, et le territoire détermine un projet commun, un projet pilote, .... Selon la nature du projet (un GR patrimonial, ou du solaire, ou une charte pour les alpages...), alors on va chercher des compétences spécialisées chez nos alliés -> ingénieries croisées qui sont mobilisées.

**N'y a-t-il pas une posture un peu évangéliste ?** Non je ne suis pas évangéliste. Pas de rapport à une croyance... La fabrique est en lien avec du commun, avec du sociétal, du processus collectif, des relations, pour être tous présents au débats. Pas de logique de suivre un gourou, d'une parole transcendante... C'est une logique ascendante. Voilà ce qui porte mon engagement.

#### **5- Équilibre :** comment gardez-vous votre équilibre dans la pression ?

Moi j'ai divorcé en cours de mandat, car mon engagement était trop présent – même s'il y avait d'autres raisons. Je suis très porté sur les questions d'écologie personnelle. J'avais conscience que je partais en vrille avec des semaines de 70 heures. Quand on est élu local, c'est 7 jours sur 7 ! Un jour, une femme dans une réunion de travail m'avait pris à part pour m'alerter sur mon état de santé : « Jean-François, si tu continues comme ça, tu ne tiendras pas 2 ans ». Je me suis organisé : tous les mercredis après-midi sont sanctuarisés – pas un appel, sauf si c'est le président de la République –. Je prends ½ journée par week-end (seulement) pour moi. Je fais du sport tous les matins (de la piscine ou de la course), du vélo les week-ends avec les amis. Je dis facilement - quand on me questionne - de faire attention aux 3 circonférences : celle du cerveau (tour de crâne) / celle du ventre (s'occuper de soi, garder le lien avec soi, l'énergie) / celle des chevilles (grosse tête et chevilles qui enflent). Alors j'ai essayé d'articuler équilibre perso et militant. Mais ce n'est pas facile...

#### **6- Transmission :** comment s'est passé le transfert de pouvoir avec votre successeur ?

**La transmission à Loos ?** On m'a souvent dit que la réussite de Loos était liée à un charisme personnel. Certes j'ai mon histoire personnelle, ma famille a toujours été engagée politiquement. Mais pour moi avec l'enjeu de durabilité, c'est une approche de collectif et de système : une écologie de bobo, dans un bassin minier en effondrement, ça n'existe pas. J'avais des chances, je les ai saisies. La politique est une affaire de course de fonds. Et de PFH (Putain de Facteur Humain). Mon équation personnelle est un facteur, qui m'a amené à exercer un leadership. Mais un exercice du pouvoir « au service », qui s'inscrit dans le temps. Je me suis engagé dès le départ avec l'idée de faire 3 mandats – une limite que je m'étais donnée - :

- 1<sup>er</sup> mandat : on comprend on diagnostique, on s'ancre,
- 2<sup>ème</sup> mandat : on développe plein pot
- 3<sup>ème</sup> mandat : on tire les enseignements, prépare la transmission.

A Loos, nous sommes sous menace du RN (Hénin-Beaumont est à 12kms seulement). Nous avons été embêtants, une épine dans le pied des populistes du RN. Le RN veut notre peau à tout prix. Ce qu'ils disaient : « Tant que ce sera JF Caron, on y arrivera pas, mais dès que c'est plus lui, on mettra le paquet » (forme de baiser de la mort). Alors nous avons passé un deal de transition en cours de mandat, avec désignation dès le départ en 2020 d'une personne pour

prendre le flambeau (Geoffrey Mathon). J'avais annoncé que pendant 3 ans, nous serions ensemble : pendant 3 ans, on a tout fait à 2, les rencontres, les matchs de foot, etc. Geoffrey Mathon a été désigné en interne par un processus d'élection sans candidat (avec ceux qui étaient avec nous dans la dynamique). Étape par étape : -> d'abord les qualités (par ex : enfant du pays non parachuté, capacité de gestion (l'innovation pas sur le dos des habitants), capacité de maintenir le collectif (socialo, communistes, écolos, ensemble...) -> hiérarchie des qualités et priorisation -> nommer les gens qui pourraient potentiellement -> G Mathon est apparu à l'unanimité. Son parcours est spécifique, il est passé d'emploi jeune à « attaché principal », jusqu'à devenir DGS de la ville. Il s'est occupé du club de foot, a été gardien de buts de l'équipe, il est respecté par tous ceux qui l'ont croisé. Au début il était réticent à l'idée d'abandonner sa carrière, de se mettre frontalement en danger. Il a fallu 6 mois pour le convaincre. Le RN a déclenché des attaques, et face au péril il s'est engagé. Il avait envie parce qu'il a une vision de la ville.

Tous les mois on avait un déjeuner à 2 seulement pour discuter des sujets intimes : gérer l'équipe et les relations dans l'organisation, garder la joie de vivre pour soi et avec les autres, garder son couple stable, faire du sport pour avoir des temps pour soi et les amis, gérer les rapports frontaux et les conflits, apprendre pourquoi serrer des main – sans hypocrisie, dans le dépassement des peurs –, accepter les affects, accepter les jeux de relations, etc.

Geoffrey a vite intégré qu'être maire est aussi une peau dans laquelle rentrer, c'est une fonction. Pour plein de situations, il faut se dire : les gens s'adressent au maire, donc je dois parler en tant que maire. Je lui disais : « C'est toi Geoffrey Mathon, mais c'est aussi le maire qui est dans telle ou telle situation ». Quand on est maire, on représente en quelque sorte la société locale. Que l'on soit sur le marché, dans les stades de sport, partout dans la vie locale. Pour moi par exemple, saluer tous les morts de la commune est éminemment important. On rentre dans le psychologique des gens, dans leur douleur, leur histoire.

Aujourd'hui, ça se passe merveilleusement bien. Geoffrey a été choisi parce qu'il est bon. Il va être réélu brillamment, j'en suis convaincu

## **7- Recommandations : quels conseils donneriez-vous à de nouveaux élus ?**

- Le pouvoir est une drogue dure. On s'expose, on rencontre des animateurs des polémistes, des compères, des journalistes qui flattent et flagornent. On développe de la puissance, du projet. Des gens vous connaissent, ils vous saluent. Il faut faire très attention à ce que ça crée.
- La qualité des collectifs est essentielle : avoir des groupes qui s'animent, qui sont des espaces d'équilibrage, avec leurs confrontations, leurs désaccords. C'est le corps de la démocratie (même si je n'aime pas bien la notion de contre-pouvoirs). Y revenir sans arrêt car c'est là que ça se passe, et ça évite de se laisser embarquer dans la drogue dure du pouvoir.
- Une bonne gestion de son écologie personnelle (son couple, ses enfants, sa santé, ses amis...). Porter une attention aux 3 circonférences : celle du cerveau (tour de crâne avec toutes les informations à ingérer) / celle du ventre (s'occuper de ça, garder le lien avec son corps, avec son énergie) / celle des chevilles (grosse tête et chevilles qui enflent vont avec le politique)
- Enfin, la joie. On peut faire plein de trucs avec du sacrifice, des efforts en contre, des conflits, mais pas dans le temps long. On ne tient les projets dans le temps long qu'avec une seule ressource : la joie.

# Entretien avec Ombelyne Dagicour

**Nom :** Ombelyne Dagicour

**Fonction :** 1<sup>ère</sup> Adjointe à la démocratie locale, à l'innovation démocratique et à l'engagement citoyen

**Date de l'entretien :** le 5 mai 2025 (10h30/11h30)

## Comment vous présenteriez-vous à d'autres élu.es ?

Je suis 1<sup>ère</sup> adjointe en charge de l'innovation démocratique et de l'engagement citoyen. J'arrive au bout de mon 1<sup>er</sup> mandat et suis non encartée. Mon engagement en politique date de 2017. J'étais largement sensibilisée en tant qu'enseignante-chercheuse et historienne. Mon expérience et mes travaux en Amérique latine m'ont intellectuellement formés. Un doctorat en Suisse a été également très formateur. Je me suis intéressé aux formes de la démocratie directe. Je vis dans l'engagement associatif depuis toujours, avec la volonté de faire des choses concrètement, pour l'intérêt général, pour le commun, pour l'égalité en démocratie.

Je suis venue de Paris m'installer à Poitiers, pour des raisons professionnelles. Un jour je tombe sur un tract sur le marché Notre dame, proposant de faire de la politique autrement, avec une invitation à échanger au café des arts autour de la constitution d'une liste citoyenne. J'y suis allée curieuse et suis ainsi entrée dans le projet de Poitiers Collectif. Chacun était invité en tant que personne, avec l'idée ouverte d'élaborer un projet collectif, dans un fonctionnement horizontal.

Nous ne nous y attendions pas, et nous avons été élus.

## 1- Quel est votre définition de la démocratie locale ?

La démocratie locale repose pour moi sur la notion de partage du pouvoir et d'égalité d'accès au pouvoir citoyen. Chacun est légitime pour participer aux décisions. Nos institutions doivent se mettre en phase avec cette idée d'égalité.

Je m'appuie par exemple sur les travaux de Bernard Manin ou de Murray Bookchin (qui fait lien entre démocratie et écologie), ou de Jacques Rancière évidemment... Tous m'accompagnent dans ma volonté de tester localement une autre forme de démocratie qui passe par une redistribution des pouvoirs. J'ai été influencée par beaucoup d'initiatives, et si je dois en citer certaines, il y ce qu'a fait Podemos à Barcelone, l'expérience de Saillans en France.

Je m'inscris dans l'idée du municipalisme = redéfinir l'exercice du pouvoir = changer la posture de l'élu, dans sa manière d'exercer le pouvoir. L'élu n'a pas le monopole de la décision, sa posture doit changer. La différence est que nous avons une mission d'intérêt général au service des populations pendant 6 ans. Mon enjeu est de partager une démocratie vivante, par le bas.

A Poitiers, nous mettons également en œuvre la démocratie d'interpellation, qui repose sur l'acceptation des désaccords et du conflit comme moteur démocratique. Je me réfère là aux travaux des chercheurs Julien Talpin et Hélène Balazard, ou à l'Institut Allinsky sur le « community organising ».

Pour moi, la démocratie se construit par le local : c'est l'échelon le plus pertinent pour mettre en œuvre un projet politique partagé et exercer son pouvoir citoyen.

La notion d'innovation, se rattache à l'idée de la démocratie permanente ou continue.

Comment on invente au quotidien la démocratie ? Comment on agit concrètement... ?

## 2- Quel est selon vous l'état de la démocratie locale ?

La démocratie ne va pas fort. Nous voulons agir, nous agissons mais nous faisons face à une hostilité institutionnelle réelle. Rien n'est simple. Une des difficultés majeures est que nous avons de plus en plus de responsabilités avec de moins en moins de moyens.

La colère et le sentiment d'abandon est fort chez les habitants. Les dernières expériences qui avaient créé des attentes ont alimenté une frustration, dans un contexte qui se dégrade à tous les niveaux, et pas seulement au niveau local.

### 3- Quel est l'action / le ou les projet(s) dont vous êtes particulièrement fière ?

Je suis fier de ce que nous avons réussi à faire globalement durant ces 5 ans de mandat. Nous travaillons avec acharnement pour réparer la confiance brisée entre les citoyens et l'institution démocratique, à notre échelle, avec nos moyens.

Nous expérimentons plusieurs formes pour innover en démocratie :

- **Liste citoyenne.** Dans la construction de la liste Poitiers Collectif en 2020. 3 piliers dans le programme: Justice sociale, transition écologique et participation démocratique. Je suis 1<sup>ère</sup> adjointe et nous avons acté d'un portage politique fort de la démocratie locale. Notre ambition est d'aller jusqu'à la co-décision avec le territoire. Avec une vigilance : si on ne peut pas bien faire, autant ne pas faire.
- **Droit d'interpellation citoyenne / droit de pétition.** 3 seuils permettent de la mobiliser à Poitiers. Seuil 1 : 50 signatures = une rencontre avec les élus / la maire dans les 3 mois avec un compte-rendu public des échanges. Seuil 2 : 900 signatures = mise à l'ordre d'un sujet au CM. Seuil 3 = 4500 signatures (5% des habitants) = référendum local. Nous savions le RIC illégal en France, alors nous passons par le droit d'interpellation. Sans avoir délibéré encore, car nous ne pouvons ouvrir toutes les batailles.
- **L'assemblée citoyenne et populaire de Poitiers** est ce qui nous anime beaucoup.

Nous voulions une assemblée citoyenne et populaire de Poitiers « décisionnaire ». Nous ne voulions pas d'arènes participatives qui resteraient à côté des processus de décision classiques. Notre volonté était de les intégrer. Il s'agissait de démocratiser la décision dès le départ du mandat. Nous voulions éviter la frustration des kermesses (ex : CCC<sup>3</sup>) qui alimentent la défiance. De là est née l'ACPP, par étapes :

- Une phase de préfiguration avec des habitants tirés au sort et des acteurs de quartier. La démarche reposait sur une mobilisation des 3 piliers de la démocratie locale : élus, agents, habitants. L'objectif de cette phase était de préciser la raison d'être de cette assemblée dans le processus de décision, et d'en définir les principes de fonctionnement. Son calendrier s'est calé avec le processus décisionnaire de la Ville. Sa composition a reposé sur des habitants tirés au sort : 400 personnes rencontrées au départ, à partir du cadastre, selon certains critères pour assurer une diversité sociologique (ho/fe, quartiers...). Nous sommes allés à la rencontre des gens, avec les élus, les agents - la maire y compris a passé quelques soirées. 100 personnes volontaires ont intégré l'ACPP. Nous avons constaté que ça fonctionnait.
- Nous avons été accompagné par la coopérative Fréquence Commune (qui pousse le municipalisme). Une des particularités était d'avoir des facilitateurs de nos travaux et une montée en culture globale sur les méthodes de l'intelligence collective.
- La question s'est posée très vite des thèmes et enjeux sur lesquels solliciter la participation citoyenne. Les habitants ont choisi les sujets dont ils voulaient parler, en passant par de la délibération collective. Sujet 1 : les incivilités. Sujet 2 : la précarité alimentaire. Sujet 3 : la biodiversité ...

---

<sup>3</sup> Convention Citoyenne sur le Climat

- Nous avons passé une délib de création de l'ACP de Poitiers. En contrôle de légalité, le préfet de la Vienne a demandé de retirer la délib, car n'entrant pas dans le cadre légal. Il exprimait une crainte que les élus se dessaisissent de leur pouvoir décisionnel (légitime). Au moment de la création de l'instance, nous avons alors été amené à clarifier le statut juridique de l'instance à travers le CRPA<sup>4</sup>, article 131-1 : l'administration peut « associer » le public à l'élaboration d'une réforme ou d'une décision. Nous avons justifié du « travail associé » mis en œuvre dans l'ACPP. La délib de création a été réécrite et reproposé. Elle a passé le contrôle de légalité. Nous gardions un doute sur la possibilité de passer la décision finale de l'ACPP au contrôle de légalité... Alors, nous n'avons pas passé de délibération en fin de 1<sup>er</sup> cycle.
- Cet ACPP est une innovation démocratique car c'est une instance de vote et de débat. Chaque habitant qui vient participer est acteur de la décision comme un élu. Nous fonctionnons sur un principe = 1 homme pour 1 voix. Les décisions qui se prennent là engagent les élus, la ville. L'action délibérée est mise en œuvre, avec une vigilance à s'engager dans la réalisation et dans un partage transparent d'informations. L'objectif est d'aller jusqu'à une mise en œuvre avec les habitants à toutes les étapes.

#### Obstacles traversés :

- La sincérité ne suffit pas. Les gens ne se bousculent pas pour exercer leur droit citoyen. Des 100 personnes du départ, à la fin il n'y en avait plus qu'une trentaine. La construction de la confiance n'est pas simple, il y a eu du mal de fait. A quoi s'ajoute la question du temps disponible et l'épuisement des engagements dans la durée.
- Participer à la délibération est un engagement lourd pour tout le monde. L'élu a une indemnité. Les agents ont un salaire. Notre tirage au sort citoyen ne donnait aucun droit à ceux qui s'engageaient. Nous avons cherché à rémunérer les personnes impliquées et notamment les plus précaires. Un bras de fer s'est engagé avec la préfecture sur l'indemnisation des citoyens participants (avec en point de comparaison les indemnités des jurés d'assises). Nous constatons une absence de cadres légaux pour cette indemnisation. Nous n'avons pas accepté la demande de retirer la délib et avons saisi le tribunal administratif (en mars 2025). Le TA a acté en faveur de la municipalité. Dans les faits, Rennes ou Paris – ou la CCC – ont pu indemniser les gens. A Poitiers, nous avons bricolé, à partir du fonctionnement des jurys d'assises, en interpellant le statut de « collaborateur occasionnel du service public », avec l'idée de fixer un montant de X€ / réunion. Selon le Préfet, ce statut ne pouvait s'appliquer pour des citoyens ordinaires (s'applique à des citoyens qualifiés uniquement selon la loi). Nous savions être aux marges du cadre légal, et qu'il nous fallait faire avec le cadre juridique existant, obsolète et inadapté aux modes de délibération que nous voulions pour notre démocratie directe.
- Dans le délibéré du TA, il y a constat du vide juridique sur le statut de citoyen participant ; en plus le CRPA dit que « une administration peut choisir entièrement les modalités pour organiser la concertation ». Le TA a jugé qu'au motif du CRPA, nous pouvions organiser comme nous voulions la participation. La décision du TA de Poitiers prise en mars fait jurisprudence. Ce n'est pas la reconnaissance d'un statut de citoyen participant – nous en sommes loin – mais ça avance. Et nous continuons notre plaidoyer.
- C'est au niveau parlementaire à présent qu'il faut faire avancer le droit (cf entretien avec le député Charles Fournier).

---

<sup>4</sup> Le CRPA est le Code des relations entre le public et l'administration. Il regroupe et organise les textes législatifs et réglementaires relatifs aux relations entre le public au sens large (administré, entreprise) et l'administration française.

#### 4- Quels sont les principaux moteurs de votre engagement

Mon moteur, c'est la question de l'égalité. Fondamentalement. C'est aussi parce que j'ai vécu des moments difficiles et discriminants personnellement, que je ne peux pas ne pas agir. La démocratie est le moteur de mon action, et non pas une condition.

#### 5- Quelles sont les principales tensions auxquelles vous faites face ?

En tant qu'élu local, on se sent impuissant par rapport à nombre de sujets : sécurité et drogue, précarisation et paupérisation, démantèlement des services publics... Nous nous retrouvons face à des dilemmes cornéliens pour des sujets sur lesquels nous n'avons pas de compétences.

Il est parfois compliqué de suivre une vie familiale. A Poitiers et au-delà, nous allons dans le sens de la féminisation de la politique. Ex : le congé de maternité de Léonore Montcond'huy n'était pas prévu dans le statut de l'élu local et elle a dû batailler pour faire évoluer le droit. Il faut aussi permettre à des jeunes, à de jeunes actifs, de s'engager en politique.

Être élu local est consommant et interroge sur la suite. Personnellement, je ne sais pas encore si je me représenterai. Aujourd'hui, un récent sondage dit que 68% des poitevins ont une opinion favorable sur notre action. Mais le contexte international comme national est angoissant. Ce que l'on perçoit c'est une opinion favorable, certes, mais aussi du mécontentement, des attentes sur des questions précises : mobilités, pistes cyclables, voiture en ville notamment.

Mes ressources :

- Je suis enseignante en sciences politiques, ce qui me permet de prendre de la distance. J'échange avec des collègues chercheurs (Raul Magni-Berton par exemple, Guillaume Gourgues à Lyon, Loïc Blondiaux à Grenoble, etc.).
- Les rencontres avec les habitants sont une énergie forte qui est un vrai moteur. Les rencontres sont souvent très marquantes. Certaines réactions vous prennent au ventre et relancent systématiquement.
- Existence d'un groupe, d'une boucle réseau social d'élues citoyennes (avec notamment Annaëlle Schaller à Tour, Chloé Vidal de Lyon, Annabelle Breton à Grenoble, Tiphaine Ardouin à Bordeaux, etc.)

#### 6- Quels défis identifiez-vous pour la démocratie locale ?

- **Droit.** Aujourd'hui, l'innovation démocratique se réalise, mais elle est limitée par un cadre juridique qui n'est pas assez sécurisant pour engager l'action. Il est même hostile parfois. Il faut associer le droit pour rendre effective la participation des citoyens à la délibération locale. Après les gilets jaunes, nous avons tous constaté que contribuer à la délibération locale rendait de la dignité et le fierté.
- **L'organisation. Partager une culture commune** de la démocratie locale. L'origine de Poitiers Collectif est un collectif citoyen. Nous nous sommes construits pendant 2 ans avant de prendre la mairie. Nous nous sommes formés à l'animation collective, à la prise de décision. Nous avons validé nos formes de faire ensemble. Je m'occupais du groupe gouvernance et participation. Léonore fait partie du collectif comme nous tous ; elle même parle en « nous » (elle n'est pas omnipotente). Aujourd'hui, chaque élu a sa feuille de route par délégation. Nous nous référons à la maire que si nous avons un doute. Tous les adjoints ont la même indemnité et le même pouvoir. Nous avons eu des temps de formation, pour améliorer notre fonctionnement, pour nous former aux méthodes et outils d'intelligence collective, pour construire des projets participatifs, pour construire

nos propres circuits de décision. « Monter un projet participatif » + « transition écologique ». Nous avons changé la DGS de l'organisation, pour mettre en phase l'organigramme avec le projet politique. Nous avons créé une mission participation citoyenne liée (6 agents recrutés à ce jour)

- **Le territoire. La culture de l'engagement** citoyen doit être partagée. Nous avons habitué les gens à tout déléguer et ça ne marche pas. Pas pour déployer plus d'égalité. Les habitants sont déçus, frustrés et même en, colère. Rebâtir la confiance ne va pas de soi.

## 7- Si vous aviez 3 ou 4 recommandations pour de (futurs) élus ?

1. **Oser.** Oser expérimenter les nouvelles formes de démocratie, en étant audacieux dans la manière de faire. Dépoussiérer la démocratie locale. Faire des pas de côté et prioriser.
2. **Jouer collectif.** En tant qu'élu, s'assurer du collectif à toutes les phases : s'assurer du langage commun, de la culture partagée pour agir.
3. **Adapter l'organisation.** Bien travailler avec les services surtout, pour changer la manière de conduire des politiques publiques. On se rend compte que l'administration a un pouvoir important. On ne peut rien bouger sur le terrain, si l'administration ne suit pas. Il est bon par exemple d'ouvrir les instances de pilotage, notamment les instances de pilotage technique, pour changer des pratiques professionnelles, pour imaginer de nouvelles formes dès que nécessaire.
4. **Être un.e élu.e au service...** Recueillir des témoignages de gens, s'en nourrir... se mettre à l'écoute des difficultés du quotidien (de celles et ceux qui souffrent d'exclusion, de discrimination). Nous devons en tant qu'élu pouvoir porter toutes les paroles en égalité. Nous nous battons pour plus de justice et d'égalité, en évitant les pièges du carriérisme politique. Se questionner sur pourquoi on s'engage est essentiel – et il est important de le faire en conscience avant même de s'engager.

# Entretien avec Charles Fournier

**Nom :** Charles Fournier

**Fonction :** Député Écologiste de la première circonscription d'Indre-et-Loire.

**Date de l'entretien :** 30 avril 2025 (9h30/10h30)

## **Ce que vous voulez dire de vous (pour vous présenter à des élus locaux)**

Je suis en permanence en expérimentation et en théorisation de pratiques, plutôt qu'en mise en pratique permanente de théories. Je suis élu et je défends la démocratie représentative, mais j'acte que nous avons abandonné la mission pourtant impérieuse de donner du sens à la notion de représentation. A mon endroit j'explore la démocratie par essai-erreur et tâtonnement.

Je n'en aurai jamais terminé de ces expérimentations qui guident mes engagements et animent mon parcours, depuis l'éducation populaire dans laquelle j'ai baigné toute mon enfance, jusqu'à mes engagements politiques actuels, en passant par l'ESS où j'ai évolué.

Ma formation a croisé les chemins de l'éducation populaire avec les bancs de l'université ; j'ai étudié l'aménagement du territoire et la géographie. La notion de territoire est très importante pour moi : tout s'incarne dans un endroit. C'est là que la démocratie locale se joue, s'ancre. C'est la clé, j'en suis persuadé.

Aujourd'hui, depuis la place que j'occupe, j'ai une vision d'ingrédients nécessaires, pour que les décisions prises soient incarnées, réalistes, efficaces, et justes. Alors je m'applique à la mettre en œuvre. « On ne change pas le monde sans les gens », voilà ce qui me guide, dans une action incarnée, réaliste et juste.

Toutes les formes d'exercice de la démocratie m'interpellent, celui de nos organisations aussi. Je suis parlementaire aujourd'hui, mais je n'ai de cesse de faire des aller et retour depuis le local, jusqu'aux autres arènes de la démocratie.

## **1- Quel est votre définition de la démocratie locale ?**

Il est plus facile de dire la démocratie par ce qu'elle n'est pas. J'ai tendance à dire que la démocratie n'est pas que la question du gouvernement. Elle n'est pas seulement la question du vote. Nous partageons tous le constat : de plus en plus de pays votent, mais ce n'est pas partout réjouissant (ex : les EU dernièrement). C'est aussi un état social. La démocratie c'est aussi comment les gens viennent influencer sur les décisions, sur le destin commun. Ça convoque les processus de décision, mais aussi la manière d'agir, de partager l'espace, la question de la souveraineté (de nos dépendances et de nos indépendances, de nos relations de subsistance – Latour). Nous vivons un affaiblissement démocratique. Beaucoup d'actions s'inscrivent dans des lieux, des espaces locaux, avec lesquels nous nouons des liens. Nous partageons un espace qui s'inscrit dans des topologies avec lesquelles on noue des liens.

La démocratie se traduit dans des gouvernements mais avec ce qui se passe actuellement. Il y a cette définition de la démocratie comme : le peuple par et pour le peuple => les instruments de notre démocratie ne sont plus les mêmes et doivent se réinventer.

Je parle de « démocratie permanente » car ça doit s'interroger partout et tout le temps :

- Tout le temps = interrogations dans la continuité Que les gens aient la perception d'un lien permanent, avec personne qui se sentirait en dehors de cette construction collective.
- Partout = que personne, à aucun endroit ne se sente en dehors, ou à côté

Permanence dans l'espace et dans le temps...

## 2- Quel est selon vous l'état de la démocratie locale ? Peut-on la considérer comme malade ?

**Accélération et époque.** Si on dit démocratie « locale », c'est qu'il y en a une qui n'est pas locale. La démocratie « pas locale » est à interroger fortement, car elle est malade depuis un moment, notamment à cause de l'accélération (théorisée en « accélérisme ») qui ne nous laisse pas le temps de réfléchir et d'influer<sup>5</sup>. On peut lister quelques symptômes...

- Ca ne va pas bien : nous sommes dans l'ère de la liberté négative (ma souveraineté écrase celle des autres = cf les 100j de Trump hallucinants, avec un rapport de force). C'est un contraire de ma vision = égale capacité de tous à influencer sur le destin commun. Un constat : quand on est malade c'est que la fin est proche, et ce qui se réinvente est en train d'arriver.
- S'éviter l'abatement, le replis, la sidération (qui n'est pas facteur d'engagement démocratique). Le contexte, l'offensive libertarienne et réactionnaire est problématique ; elle amplifie la fragilité de l'appareil démocratique aussi au local. Le local est traversé par ces dynamiques, et tous peuvent percevoir la droitisation par le haut (qui influe sur le local).
- On a vendu pendant un temps une démocratie participative qui corrigerait les défauts de la démocratie représentative = déception énorme partagée largement. Dans cette forme d'autorité, on voit le RN s'installer et y rester, avec une acceptation de privation de liberté au nom d'une égalité vendue mais non réelle. On a eu une démocratie récréative / événementielle qui a cherché l'élément miracle pour que l'alu soit apprécié... Le risque de retour à des hiérarchies verticales est grand.
- Le territoire est pour trop de gens un territoire administratif et pour trop peu un territoire vécu = une imposition d'en haut et non une réalité vécue. Privatisation de liberté,
- Enfin, si notre démocratie locale devait se repenser, elle intégrerait nécessairement les non humains, les éléments naturels.

**État de santé.** Sur l'état de nos santés à nous humains, cet état est symptomatique d'une dégradation démocratique : on mange, on boit et on ne sait pas si on se rend malade, si on rend malade nos enfants, on fabrique dans l'industrie sans savoir si on détruit ailleurs, si on influe négativement sur d'autres. La démocratie s'installe à l'endroit de la maîtrise de nos vies. Nous avons l'impression qu'on ne maîtrise plus nos vies. Et les gens sont prêts à s'en remettre à des autorités.

**Risque de relis.** Implantation sur les territoires du RN. Certains endroits portent un sentiment d'abandon, de déclassement, une perte de fierté, qui conduit à imaginer un chemin court vers l'autoritaire = « démocrature » comme risque. C'est un chemin court que nous sommes tous capables de faire, dans une erreur profonde. Dans certains lieux comme Loos en Gohelle, la promesse s'est traduite de manière concrète, le combat s'est mené avec les habitants, les projets et actions ont été menés (c'est un village gaulois, Loos). Un des éléments de la recette, c'est le processus du 50/50 = « tu mets 50, je mets 50 », un processus responsabilisant et impliquant. Il y a des territoires de résistance. Et ça se construit dans des alliances, avec des élus, assos, entreprises, qui ont partagé une vision. Ce n'est pas une offre. C'est une ascendance. Les territoires comme Loos en Gohelle disent beaucoup. A voir comment ces dynamiques s'inscrivent dans le temps long.

---

<sup>5</sup> Je ne peux que conseiller de lire « Accélération. Une critique sociale du temps » d'Hartmut Rosa, La Découverte, 2013

**Penser le travail et la démocratie dans l'entreprise.** Cf Thomas Coutereau = lien entre la démocratie au travail et la démocratie locale. La démocratie dans l'entreprise est en lien direct avec la démocratie tout court. Moins je parle dans l'entreprise, moins je parle dans l'espace public. On a éliminé de la DL ceux qui ont fait leur journée de travail... C'est une invitation pour tous les élus à s'immiscer dans l'entreprise. Il faut réaffirmer que l'entreprise a un sens collectif, et ue l'en dehors (donc le politique) entre dans l'entreprise.

**Corps intermédiaires ou plutôt corps d'interaction.** Rapport aux corps intermédiaires important. Ca marchait au 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles, ce besoin de corps intermédiaires pour les remontées du bas vers le haut. Aujourd'hui je parle de corps d'interaction – même si ça fait un intello –, pour fabriquer les interactions, les médiations, pour créer les dynamiques collectives => par exemple trop peu d'échanges avec les syndicats de salariés, qui sont trop peu présents dans ce qui fait la démocratie locale. « vous les politiques, vous parlez aux patrons, mais vous n'êtes jamais à l'endroit d'échanger avec les salariés... ». Dans ce moment, tous ces rôles sont à interroger... Il y a un monde salarié, ubérisé – qui poussent de nouvelles formes de servitude –, à mobiliser, pour les intéresser. Eux restent en dehors de nos affaires démocratiques. Il y a de nouvelles interactions à imaginer (ne pas les laisser loin de nos affaires de démocratie locale).

### **3- Quels sont les principaux moteurs de votre engagement**

A grosses mailles, j'ai 3 moteurs principaux :

- L'éducation populaire. Un héritage éducation populaire un peu autoritaire : on m'a imposé l'engagement. J'ai été éduqué avec l'engagement contraint = « tu vas devoir t'occuper des autres » me disait mon père. Dans mon monde rural et mon environnement familial, ce n'était pas optionnel. J'ai assez vite été bardé de diplômes sportifs, et il me fallait m'occuper des autres...
- Les colonies de vacances. Pour gagner des sous l'été au départ. A 16 ans je travaillais dans les colonies de vacances. Je suis devenu le responsable d'un organisme d'éducation populaire dont je suis devenu directeur. J'ai exploré plein de chemins démocratiques. En fabriquant des modèles de micro-société avec sur les activités spontanées des enfants... J'en suis pétris.
- Les replis identitaires domestiques. J'ai grandi en Sologne, dans un territoire industriel paternaliste à l'ancienne, avec des usines Matra partout (Romorantin, c'était Matra, l'armement). D'où mon intérêt pour les questions industrielles. Ils assuraient tout. Et tout s'est cassé la gueule, on a été infoutu de se réinventer un avenir. La terre s'est colonisée par les plus riches (chasseurs, propriétaires de Paris). Là le RN raffle tout. Le maire de mon village est RN, le député est RN. J'ai vécu cet effondrement à l'œuvre, qui a nourri un moteur pour regarder une démocratie autrement = fixer et ne pas subir notre destin, sans le subir de manière tétanisé. Ils ont refusé un PNR, une ligne TGV qui passait par chez eux... J'ai vécu des replis constants, l'incapacité à jouer collectif...

### **4- Quelles sont vos ressources dans les tensions que vous affrontez ?**

J'oscille aujourd'hui. Je reste enthousiaste et déterminé.. mais je suis percuté par les dégradations constatées. En tant que député, j'ai le sentiment qu'on a affaibli la capacité collective à la fabrique de la loi. Nous vivons une forme d'impuissance, les adresses aux gens prennent le dessus sur le débat parlementaire (des coups, des véhémences). J'assiste avec dépit à tous ces faux combats. Aujourd'hui, j'ai l'impression de jouer en défense plus qu'en offensif... Aussi je fatigue plus, de fait je suis plus vieux.

Ma ressource, je la trouve dans le lien avec les gens. Les premiers mois dans l'hémicycle, je me demandais « où sont les gens... » => parlement de circonscription + tournée citoyenne (pour partager le quotidien des gens ; j'ai fait des journées avec les pompiers, les patrons de café, la psychiatrie). Ma ressource vient d'une énergie déployée pour être à l'écoute, avec les gens ; ils me le rendent. Il faut partir des vécus des gens. Je suis écologiste, mais l'erreur est de vendre de l'écologie, plutôt que de repartir directement de la vie des gens. J'ai une empathie exacerbée – même si des fois, je suis envahi de tout ça ; c'est un risque. Mes grands moments de plaisir viennent quand je pose une question à l'Assemblée qui vient de mon Parlement de circonscription, et que je suis, moi, l'expression d'une voix collective.

Je pense beaucoup à l'industrie. Aujourd'hui on se prend dans la face la question de la production. Si on repart depuis le vécu de celles et ceux qui sont dedans, nous irons peut-être au même endroit mais avec un meilleur chemin.

La Loire est également une grande ressource. Je suis profondément ligérien, un des premiers signataires (avec P. Descola) de la déclaration du Peuple de Loire.

## **5- Y a-t-il une ou plusieurs actions dont vous êtes particulièrement fier ?**

Quand je m'engage dans les campagnes, j'ai une grande prudence sur les promesses que je formule. Je ne m'engage pas sur des réussites (de type vendre un SMIC à 1600€). En revanche je m'engage à tenter d'influer sur le destin commun, à porter vos paroles. Je mets de l'énergie dans la bataille culturelle d'abord, plus que dans la bataille législative, et dans les méthodes et processus engagés.

### **Parlement de circonscription.**

Le Parlement de circonscription – fabrique de propositions de lois citoyennes – repose sur :

- Des candidatures, avec des tirage au sort (pour poursuivre l'objectif d'avoir moitié de femmes et moitié d'hommes, avec des équilibres de personnes).
- Composition : 80 personnes et renouvellement régulier. De 16 ans à 80 ans : grande variété d'âge, diversité sociale et de quartiers. 30 personnes renouvelées par an. Je prends en charge les repas et frais de garde (que je paie, moi).
- Un travail par saisons. Une saison du Parlement c'est 5 séances 3 journées et 2 ½ journées.
- Nous (l'équipe parlementaire) crantons les éléments d'une séance à l'autre, c'est notre rôle.
- On a formé un collectif de citoyens à la participation, aux techniques de facilitation (Le Comité de Suivi => qui assure l'amélioration continue

Il y a un contrat de participation, lié à des livrables -> pas de charte ou règlement... mais on va de séquence en séquence pour éviter la routine et l'ennui. Enjeu que personne ne soit empêché de participer. Pas d'enjeux de déplacement. Je consacre une bonne partie de mes indemnités à ça. Ça consomme environ 25% de mon enveloppe (d'ailleurs, il serait intéressant que je fasse l'exercice d'estimer plus précisément ce que représente cette dépense).

La démocratie n'est pas liée seulement à la décision, elle est surtout liée à une délibération collective, un combat culturel. Les livrables et résultats attendus sont autre chose. L'important est que les gens comprennent et s'approprient le fonctionnement, la mécanique.

### **Par exemple le travail sur la sécurité sociale de l'alimentation :**

- Le Parlement s'en saisit, il me sollicite pour que je porte la proposition de loi. Je ne suis pas seulement un passe-plat. C'est le reflet d'une histoire collective, avec des revendications portées.
- Le sujet intrigue, interpelle. C'est déjà un résultat.

- La loi a été débattue en commission, posée aujourd'hui dans le débat – même si pas votée encore –. Un gros pas est fait. La légitimation est plus grande. Une majorité culturelle s'impose.
- Je constate aujourd'hui qu'il y a des luttes d'égos avec des gens qui s'approprient le sujet. L'exercice est un frottement constant. Ce qu'on mesure : ce sont les revendications de vouloir pour beaucoup d'être de cette idée. Il est porté, avec une forte énergie collective, même si elle crisse.

### **Indemnisation de la participation.**

Les députés sont indemnisés pour que tous le puissent et pour ne pas être sous influence financière de lobbys et de jeux de pouvoirs ; l'indemnité = pied d'égalité.

Pas de statut de citoyen participant actuellement. Bras de fer préfecture à Poitiers par exemple, avec le statut invoqué de « collaborateur occasionnel su service public », mais ça ne correspond pas. Il y a là un grand enjeu législatif. Aujourd'hui, on bricole pour que les gens s'impliquent. C'est une affaire d'égalité / de droit à la participation. Importance que ça ne coûte rien aux gens, mais aussi pour les indemniser dans une forme à trouver.

Limites : la marchandisation de la participation. Aujourd'hui c'est un sujet (pour éviter le TLM). Il faut trouver une voix pour la reconnaissance de l'implication citoyenne.

### **Être au contact**

J'ai un fonctionnement en mode tournée, avec une méthode et une volonté constante d' « aller et de faire vers ». Je m'impose d'être toujours en contact, en m'imposant de faire avec les gens.

## **6- Quels sont pour vous les principaux défis actuels pour la démocratie locale ?**

**Espace public.** J'habitais à Romorantin dans le Loir-et-Cher et je garde en mémoire la place du grand marché. Aujourd'hui, la place n'est plus occupée qu'à ¼ de ce que j'ai connu. Il ne s'y passe plus rien. Il y a eu une rétractation. Chacun est parti dans un replis domestique. Or, la démocratie, c'est l'espace public, l'endroit du commun. La rétraction, la privatisation des espaces publics contribue à la dégradation démocratique (en lien avec la sphère marchande et l'insécurité).

**Économie, industrie, entreprises et ESS.** Dans une discussion récente avec un syndicat, nous partageons le constat que de plus en plus de salariés s'apprêtent à voter RN. Ca se passe dans l'entreprise ; les espaces d'échange là se font trop peu. Un de mes enjeux actuel est de reprendre les lois Auroux<sup>6</sup> pour redonner la parole dans les entreprises. Aujourd'hui, l'ESS est pensée comme une niche, mais elle a vocation à coloniser le reste de l'économie... Je pourrais vous parler de mon Tour de France de l'Industrie (réellement) verte.

- ⇒ Pour rénover la démocratie locale, il faut une vision et une stratégie d'ensemble qui intègre tout l'univers de la Démocratie Locale ('éducation avec tous pour tous, amélioration du cadre de vie, en faisant avec, revalorisation du travail dans ma commune, avec des expertises du quotidien prises en charge...) Il faut élaborer des stratégies / ou plutôt des ambitions démocratiques dans toutes ses dimensions. Un travail radical est à faire et pas seulement un habillage de démocratie participative / un supplément d'âme démocratie locale qui ne suffit pas.

---

<sup>6</sup> La loi du 4 août 1982 concerne les libertés des travailleurs dans l'entreprise. Elle instaure notamment l'obligation d'un entretien préalable en vue d'un licenciement et le recours au Conseil des Prud'hommes.

## 7- Quelques recommandations pour les élus et futurs élus qui s'engagent...

- **Outil et culture de l'outil.** Avoir des dispositifs sur le territoire, mais l'outil ne règle pas le sujet ; un adjoint et des conseils de quartier ne suffisent pas. Il faut une appropriation collective de l'outil démocratique, avec une traduction culturelle dans l'organisation. Et que les gens s'expriment sur la démocratie locale, pour donner une profondeur de champ.
- **Dedans / dehors** -> l'espace public est à réinvestir, c'est le meilleur levier contre les replis. Nous ne pouvons laisser nos places et nos espaces publics se dévitaliser.
- **Démocratie au travail.** Beaucoup se joue dans la manière dont nous vivons nos 8 heures par jour au travail. Nos organisations doivent s'employer à être démocratiques.
- **Dans la posture d'élu,** je ne fais pas ça pour me conforter dans ce que je pense déjà ; j'accepte de me changer moi, de ne pas rester à la même place. Accepter le coût (l'argent) et les coups de la démocratie. Remettre du sens à ce que c'est d'être un représentant, s'imprégner de son rôle, se laisser imprégner de nos lieux.
- **Histoire et territoire.** Relire nos territoires autrement que ce qu'on en a fait. Se rapprocher des éléments de nos histoires, de nos savoirs vernaculaires, nos anecdotes du passé, les paroles des anciens => se refaire une fierté, voir le territoire dans les liens avec les autres, en s'appuyant sur les dynamiques déjà à l'œuvre.

# Entretien avec Lucille Lheureux

**Nom :** Lucille Lheureux

**Fonction :** 3<sup>ème</sup> adjointe aux culture(s) à la Ville de Grenoble

**Date :** 18 avril 2025 (durée 1h15)

## **Présentation :**

Adjointe au maire de Grenoble Eric Piole, depuis 2014 (aux espaces publics, puis aux culture(s)). Lucille Lheureux est parmi les 4 candidats à la tête de liste pour les municipales 2026 (avec Margot Belair, adjointe à l'urbanisme, Laurence Ruffin, PDG de l'entreprise coopérative Alma. et Nicolas Beron-Perez.

*"Ici, à Grenoble, nous avons réussi à créer la Nupes, le NFP avant l'heure et nous continuerons à œuvrer pour une alliance de gauche écologiste et citoyenne forte et ambitieuse"*

## **Sémantique : les mots de la démocratie locale.**

*Comment définiriez-vous la / une / votre démocratie locale ?*

Je n'aime pas ce terme de démocratie locale qui viendrait en opposition de la démocratie représentative. La démocratie pour moi, c'est la démocratie toujours. Je me méfie de la démocratie affublée de qualificatifs (directe, participative ou autre). C'est un amoindrissement qui me dérange. L'exercice démocratique tout court est le fondement de mon engagement : le contradictoire, le débat public, avec sa place aux émotions, au sensible, ..., c'est ce qui fait sens dans le plein exercice de notre capacité de vivre ensemble. Cet exercice local de la démocratie m'intéresse, plutôt que de se dire qu'il y aurait une démocratie différente selon les niveaux de l'échelle. Il n'est qu'une démocratie, qui s'adresse à des personnes. Nous sommes chacune et chacun des citoyens tout le temps. Une personne est entière.

Voilà ma position. Pour autant, depuis ma position d'élue dans une collectivité, comment ça se décline pratiquement : quelle capacité à dialoguer, à échanger ? Force est de constater un appauvrissement de la capacité collective dans l'espace public à s'écouter, se respecter, apprendre de l'autre, et donc à produire quelque chose de commun -> difficulté réelle et inquiétude. Il y a à la fois une fragmentation du débat public, un clivage qui se creuse, avec des tensions quand l'opinion a plus de place que le débat ce qui stérilise la créativité, empêche de produire du débat public.

## **Santé : l'état de la démocratie locale.**

*Comment considérez-vous la santé de la démocratie locale aujourd'hui ? En quoi pouvez-vous la considérer comme malade ?*

L'appauvrissement du débat est un sujet qui me préoccupe.

Je représente une institution, avec ce qui dysfonctionne dedans mais que je prends comme tel, que j'accepte. Il y a une frilosité chez les élus pour titiller les institutions. Or nous ne sommes pas là seulement pour gérer ou exercer une responsabilité. L'élue a cette capacité et même cette responsabilité d'être critique, justement critique et systématiquement critique.

La notion d'expérimentation est essentielle ; elle est d'ailleurs dans la constitution (exprimée comme un droit des collectivités à expérimenter). On doit s'en saisir, pour améliorer l'exercice démocratique, pour frayer des nouveaux chemins. Je crois que la prise de décision – l'application de la responsabilité politique -, génère la confiance qui régénère la confiance. Notre tendance dans la famille écologiste est au municipalisme = nous croyons agilité et créativité viendront des gouvernements locaux MAIS nous sommes dans la démocratie représentative ; nous représentons les citoyens qui ont voté pour nous et les autres. Trouver un équilibre entre le cadre institutionnel, avec des élus qui changent tous les 6 ans, et la

représentation = le projet politique influence l'administration / l'institution = c'est convenu, mais on l'amoindrit au profit de la partie gestion / responsabilité. Il ne faut pas amoindrir la part du politique qui expérimente, au profit d'une gestion. Mais nous restons des citoyens ; il ne faut pas assécher notre réflexion. C'est une grande difficulté. Il y a une tension en nous mêmes pour alimenter notre militance, nos idées.

Avec l'exercice de notre part de pouvoir, ça fausse les rapports humains. Tous les dispositifs reposent sur des capacités de dialogue, faussés par des représentations dans l'exercice du pouvoir. Souvent, on met les élus de côté dans les exercices démocratiques locaux et processus de participation = très bien car on a une place mais regrettable dans le clivage alimenté, quand l' élu ne peut plus contribuer et s'enrichir. Dans ces réunions, l' élu n'est pas fabricant des dispositifs, à l'intérieur : il pose un cadrage et .

Les élus ne sont pas en dialogue avec les citoyens, avec les experts et professionnels. Or, je crois que les élus sont plus prêts à rendre du pouvoir que ce qu'on imagine ; mais est-ce que les citoyens peuvent l'imaginer / à accepter de leur côté ? C'est biaisé.

Quel rapport à la peur de l'autre dans ces agoras citoyennes ? Elle crispe toutes les parties et génèrent des réactions facilement exacerbées.

Le rapport au temps est un vrai enjeu dans ce lien à la peur : quand on a le temps, on peut dépasser sa peur par la connaissance. La répétition dans le temps n'amoindrit pas la peur, mais au contraire, l'exerce. Faire plein de réunions publiques augmente l'idée d'un élu déconnecté. Le temps long de la rencontre avec d'autres le permet. Mais je crois que les élus sont légitimes pour avoir un avis – car ils ont fait l'exercice en entrant en responsabilité – et pour tirer des enseignements, prendre une décision, car ils ont fait le choix d'être porte-parole. La partie la plus compliquée pour les élus est d'avoir des espaces d'échange neutres et sincères avec les citoyens, et donc de sentir réellement l'avis des gens. Si cet avis n'est qu'une opinion trop vite exprimée, c'est stérile, mais s'il est forgé et argumenté, ça enrichit. C'est ce qui le questionne, quand plus un mandat avance, et moins on peut écouter, car plus les jeux de pouvoir se renforcent et les postures se cristallisent.

Or l'expérience est supposée permettre de gagner en capacité de prendre des décisions au service du commun. Le temps long ne devrait pas crispier plus. L' élu est plus représentatif d'un citoyen tout frais. Avec 5 ou 6 ans d'expérience, il pourrait assumer, générer du dialogue pour prendre une décision au service du commun. Il s'agit donc de travailler du temps long « l' élu n'écoute jamais, il avance » Comment, avec 5 ou 6 ans de mandat, tu peux être plus à l'écoute, en capacité de donner du temps au citoyen, pour faire jouer à plein avec l'exercice démocratique local...

D'où l'importance de permettre une déconstruction en continu de sa posture, d'expérimentation et de créativité.

### **Moteurs de l'engagement et histoire particulière**

*Pourriez-vous décrire le moteur de votre engagement politique ?*

Le fondement de mon engagement est l'exercice démocratique tout court, c'est à dire de faire vivre le débat public, la délibération, le contradictoire, en laissant toute sa place aux émotions, au sensible.

Comment rester connecté sur le temps long du mandat à ce qui se passe sur le territoire, comment rester à l'écoute des citoyens pour rester pleinement au service de l'intérêt général, nourrir les espaces de commun ?

### **Quelles seraient 1 ou 2 expériences spécifiques à partager pour vous à Grenoble**

*Pourriez-vous décrire une action dont vous êtes particulièrement fier.e ?*

**Enjeu de gouvernance communale partagée.** Élu(e) depuis 2014, j'ai exercé 2 mandats. Le fondement de notre engagement est d'abord de construire une équipe autour d'un projet. Notre

gouvernance trouve son origine là... pas de négociation traditionnelle, où chacun pose ses conditions. Nous nous sommes réunis autour d'un projet = un groupe unique composé de personnes issues de différents partis, mouvements locaux et nationaux.

Nos premiers collaborateurs politiques (de groupes, de cabinet), ne comprenaient pas qui était le parti de gauche, les écologistes, les autres.. C'était une grande fierté pour nous, de se dire qu'on ne pouvait pas lire a priori nos origines d'appartenance politique par notre fonctionnement, nos prises de parole, notre gouvernance. Pour moi, c'est quelque chose de fondamental à mon engagement politique : ce qui nous réunit est toujours notre projet politique commun et son application, ses ajustements, sa réorganisation en fonction des contextes et situations. Avec la perspective de le mettre en œuvre.

Notre gouvernance vient dire que l'exercice traditionnel de l'exécutif n'a pas beaucoup de sens pour nous. Quand nous serions des adjoints avec telle étiquette qui présenteraient tel projet, puis d'autres, puis d'autres, avec une instance de régulation dans l'exécutif. Notre organisation de régulation est autour de notre projet politique, pas autour de nos appartenances politiques ou des appareils.

- Réunions hebdomadaires de pôles : le pôle aménagement et de la ville résiliente, le pôle compétences sociales, questions de sécurité d'égalité et de solidarités, un pôle de l'émancipation (sport, éducation et culture) .
- La réunion de groupe est également hebdomadaire : tous nos représentants de nos mouvements d'origine sont conviés. Notre intention est que les groupes locaux soient en contact direct avec les élus qui les représentent. C'est un exercice qui reste insatisfaisant, car les représentants ne se sentent pas toujours légitimes, avec des sujets pas toujours aisés à s'approprier... Les groupes locaux ne sont pas toujours en capacité de réagir justement. C'est insatisfaisant, mais c'est à maintenir : exercice de transparence réelle qui nous sort de notre entre-soi d'élus, avec une ouverture, une exigence dans les débats.
- Nos réunions hebdomadaires institutionnelles d'exécutif avec les directeurs généraux : information, régulation.
- Des séminaires 3 fois par an, de 2 jours, que nous avons tenus (malmené par le COVID), en sortant de nos réunions habituelles, pour aborder des thèmes sur des temps plus long. ½ journée sur un sujet. Nous avons gagné en maturité. En 2014, avec un début de mandat violent, car nous avons reçu une violence par certains corps locaux, qui s'étaient sentis eux-mêmes violés. Ça a créé une solidarité entre nous, mais aussi une méfiance vis à vis de l'extérieur. Nous avons pris beaucoup de temps pour accepter des tiers dans nos facilitations. Nous l'avons fait très peu au départ, lors du 1er mandat. Nous ne voulions pas donner à voir notre fonctionnement interne.

Sur le dernier mandat c'est devenu plus évident pour nous d'être ouvert. Ça nous a aidé à créer un nouveau souffle. Nous restons humains, et il nous faut des respirations longues. Le 1/3 facilitateur de confiance nous aide beaucoup (mais c'est venu un peu tard). Nous sommes animés par le mouvement, un mouvement permanent ; comme dans la marche, nous sommes dans le déséquilibre constant. En tant qu'élus, comment évitons-nous de nous figer dans telle ou telle de nos postures, dans nos savoirs ou délégations ? Comment faire pour que tout évolue, et nous également ? Nous sommes engagés pour générer de l'énergie et se régénérer, en respectant et en soutenant une dynamique dans la ville. Nous voulons respecter ce mouvement : relayer les énergies déjà présentes et en même temps susciter une transformation, car nous portons un projet de société, une vision et des aspirations. 40 élus dans le groupe majoritaire, 4000 agents à la ville, pour 160000 habitants sur le territoire : si nous voulons un service aux populations pertinent, nous passons de 40 élus à 4000 agents. Ce n'est pas par l'autorité que nous pouvons agir, mais par une énergie qui se déploie, qui fonctionne en effet dynamique, et qui fait système, en restant patient et à l'écoute.

**Enjeu de transmission.** Le maire a annoncé qu'il ne se représenterait pas après 2 mandats. Notre projet politique a vocation à durer ; ce n'est pas un accident avant de rendre le pouvoir à ceux qui l'ont toujours eu. Nous allons être là durablement, qu'on se le dise. L'engagement du maire se limite à deux mandats, pour ne pas nous figer. Car l'exercice du pouvoir fige les

postures et l'envie première doit être alimentée loin du risque d'exercer le pouvoir pour le pouvoir. Nous voulons sortir de l'idée d'une incarnation / usure et du travers du pouvoir pour le pouvoir. Enjeu de mouvement et de renouveau. Les élus sont nourris de l'énergie d'avant, de la liste qui a conduit à gagner. Et la société il y a 11 ou 12 ans est très différente aujourd'hui. Changer de personne est important. Entre 2014 et 2020, nous avons renouvelé de 50% notre équipe politique.

Des derniers échanges, le taux de 50% de renouvellement n'est pas une règle qui s'applique partout dans les villes écologistes, mais nous l'appliquons à Grenoble. Nous sommes engagés pour appliquer un projet sur un territoire, dans le temps des mandats qui nous sont accordés. Pour ce qui vient, nous voulons lancer une nouvelle histoire, avec une nouvelle équipe.

Avant l'été, nous avons annoncé que nous serions plusieurs volontaires pour incarner une tête de liste avec un collectif à la manœuvre : 3 femmes et 1 homme. L'homme, Nicolas Béron-Pérez est encore invisibilisé. En 2014, notre slogan était « un maire, une équipe » avec des porte-paroles et le maire.

Les médias jouent un rôle. En 2014, ils ne voulaient pas accepter notre dimension collective. Cf Léonore Montcond'huy qui a fait pareil à Poitiers. Il y a un rapport de force avec les médias locaux qui voudraient un match de machin contre machin. Pas nous.

A 4, nous avons convié le 22 mars à un temps de création du collectif. Une journée comme un point de départ, pour poser une énergie, des intentions, connecter les envies, pour sentir le « barycentre » politique avec l'enjeu de créer une cartographie sensible politique pour la perspective 2026. Double processus à l'œuvre : le collectif va s'élargir et la ligne politique va se recentrer pour aboutir à un projet politique support de la campagne pour 2026. Entre les 2, à un moment, il y aura le choix d'une tête de liste. Mais chaque chose vient en son temps.

Pour ce qui est de la transmission, nous avons vécu un séminaire de 2 jours, animé par l'UDN, qui a permis de questionner ce que nous voulions transmettre. Entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> mandat, nous avons demandé aux élus du 1<sup>er</sup> mandat qui n'y retournaient pas de ne pas contribuer aux discussions, avec l'idée que ça nous permettrait d'être plus créatif, pour éviter trop d'incarnations bloquantes. C'était, je crois une erreur de les évincer. Les peurs d'écraser la parole ont produit un fossé ; nous pensions poser un espace de liberté, mais ça a produit un espace d'insécurité pour les nouveaux élus.

Je vais m'attacher à modifier ce biais. Il me semble plus opportun que les élus soient présents, en tant que militants de nos mouvements en premier lieu, et bienvenue à tous. Qu'ils transmettent une expérience, un regard, qui forme un socle de soutien. Enjeu de compaignonner entre élus : pas d'imposition d'une vision, mais une transmission par des explications, le partage d'expérience et d'informations.

### **Tensions et recherche d'équilibre**

*Avec la perspective des prochaines échéances électorales, quels principaux défis anticipez-vous pour l'élu.e local.e ?*

La particularité de l'élu local est d'être local. Et donc d'être tout le temps là. Il y a une pression physique qui s'exerce sur son identité / sa personnalité au quotidien et il faut en tenir compte. Investis dans l'espace public local, nous sommes élus jour et nuit. Pour tout citoyen, on est « son » élu local. Appropriation. Impression que l'élu n'est jamais là ; jamais au bon moment. Une association exige, ; et interprète // une volonté d'ignorer . 160000 habitant, 18 km2, des milliers d'association = densité d'action. Près de 200 entités culturelles présentes dans le fichier. Pour une seule personne, 365 jours ne permettent pas d'être présent partout et pour tous. Les journées sont bien occupées.

Ca exerce une pression quotidienne ; et quand je veux donner du temps à ma vie de famille, il faut les banaliser. La distance est à estimer justement ; on est quand même élu et donc au service de tous. Il me faut être en capacité interne et personnelle d'affirmer, d'imposer mon intimité. Mais les acteurs interprètent. L'exercice est exigeant et complexe. J'ai un bébé et je suis

adhérente d'une crèche parentale ; je poursuis ma vie de citoyen, avec des ½ journées à la crèche. Il me faut des liens quotidiens.

La question de l'emploi est aussi pertinente : doit-on poursuivre une activité professionnelle en parallèle du mandat. Les situations de possession par les citoyens de l'écu doivent être gérées. Les citoyens exigent que l'on soit disponible ; on reproche facilement d'être carriériste,... Mais il nous faut dépendre de la vraie vie. L'emploi dépasse la question du travail.

### **Ressources et énergie**

*Quelles sont les principales ressources que vous mobilisez dans l'exercice de votre mandat d'élue ?*

J'ai des supers enfants et un super conjoint. Pour nourrir la relation, j'ai besoin d'être nourrie par les relations. Famille, enfants et amitiés. Maintenir les cercles privés. Il est difficile de nourrir tous les réservoirs. Maintenir l'intimité du foyer est un élément déterminant pour mon équilibre. Par exemple les réservoirs théoriques (conférences, lectures d'essais ou autre) sont compliqués à maintenir pour moi. Nourrir ce réservoir théorique est exigeant ; j'ai des manques à cet endroit.

Je trouve beaucoup dans la vie publique, dans le fait de nourrir les dialogues, d'entendre et d'être à l'écoute en continu. Pour l'exercice du pouvoir et de la responsabilité, il faut de bons réservoirs.

### **Conseils / préconisations**

*Si vous aviez trois conseils à formuler pour de futurs élus...*

- Se dire que la peur n'est pas incontournable ; il est normal d'avoir peur, mais il ne faut pas s'y laisser enfermer. L'enjeu est de réinventer pour alimenter une capacité d'écoute, de débat et de remise en question constante.
- Je crois la question de l'exemplarité des élus utilisée au mauvais endroit (sur des soucis éthiques et moraux). Nul n'est parfait, nous sommes humains. Il s'agit d'accepter d'être qui nous sommes, imparfaits. Il faut coopérer entre élus, pour permettre aux agents de coopérer entre eux ; alors ils vont coopérer avec les citoyens. Nos collaborateurs sont fonction de qui nous sommes. Nous avons la responsabilité d'alimenter un cercle vertueux de coopération, qui fait système de coopération pour le territoire. Nous devons être exemplaires dans la coopération.
- Nos réservoirs personnels sont à alimenter comme autant de ressources pour rester en équilibre. Ne jamais oublier de prendre du plaisir et de la joie.

# Entretien avec Marie Pochon

**Nom :** Marie Pochon

**Fonction :** Député Écologiste de la 3ème circonscription de la Drôme (élue NUPES).

**Date :** 29 avril 2025 (14h/15h30)

## **Comment vous présenteriez-vous à d'autres élu.es ?**

Je suis et reste une militante associative avec un père maire d'un village en Drôme et une mère agricultrice. Je suis élue d'un territoire et affiliée à un camp politique national : les Écologistes. Ca rend les choses compliquées : il faut à la fois déployer ses compétences nationales et porter le ressenti des gens du territoire. En plus, ma circonscription est la plus grande circonscription de France, avec des gens qui ont des réalités territoriales très variées. Ma circo est sur 8 communautés de communes (donc 8 identités de pays différents), avec des visions du politique et du monde ultra différentes.

## **1- Quel est votre définition de la démocratie locale ?**

Pour moi, la démocratie locale est d'abord la démocratie qui s'exerce au niveau des communes et intercommunalités. C'est ce qui se joue à ces échelles, même s'il y a plein d'autres sens. Je suis peu sur les questions de participation à dire vrai. La démocratie participative correspond pour moi aux différentes initiatives et dispositifs qui renforcent l'implication des citoyens sur les projets qui les concernent. Et alors, ça s'applique dans les communes mais ça vaut aussi à tous les autres échelons jusqu'à l'échelon européen.

## **2- Quel est selon vous l'état de la démocratie locale ?**

Dysfonctionnel : à tous les échelons, elle n'est qu'électorale, avec un manque d'outils et d'implication citoyenne. Sans moraliser et juger du manque d'implication des citoyens, il y a plusieurs problèmes :

- Dans la mise en œuvre des projets
- Dans les incarnations politiques
- Dans les fondements d'une politique qui ne sert pas l'intérêt général

Pour une démocratie fonctionnelle, il faudrait une démocratie continue avec des consultations régulières, de la délibération systématique, avec chacun et chacune qui peut être entendu et écouté. Ne pas se limiter au vote.

Les actuels processus électoraux font qu'on vote plutôt contre que pour ; les choix sont limités par les appartenances à des familles politiques, avec des enjeux de personne, des jeux de posture, qui rendent la représentation dysfonctionnelle.

La bonne question à tous les échelons, c'est : comment on garde un lien avec le territoire et celles et ceux qui le vivent.

**Élue moderne = influenceuse ?** Non ce n'est pas ça pour moi. Je ne suis pas très bonne en réseaux sociaux et je n'ai pas d'assistant sur la communication. Je le fais par obligation de transparence dans l'usage de l'argent public. Je m'impose une rigueur, aussi pour que les élus RN adoptent la même transparence. C'est une question d'éthique. Peut-être que je donne des billes à mes adversaires avec cette transparence ? Peu importe. C'est une exigence citoyenne qui devrait être absolue je trouve... Mon groupe et NFP font plein de choses... Cette éthique de l'écologie politique est dans notre ADN.

Ce que j'arrive à faire, moi, c'est :

- Rendre compte de mon action aux citoyens qui ont voté, pour créer de la confiance sur l'usage de l'argent public. Je fais ce que je dis et je dis ce que je fais autant que possible. Mon agenda est publié toutes les semaines. C'est un devoir de transparence, d'envoyer un journal de bord hebdomadaire, aux maires de la circonscription et à toutes celles et tous ceux qui veulent. Dedans il y a un édito de la situation politique + des photos et des liens + mon agenda. Il n'y a pas beaucoup de députés qui font une newsletter adaptée en hebdomadaire. Souvent c'est mensuel.
- Animer une consultation citoyenne avec un système de permanence décentralisée, chaque semaine dans une mairie du territoire élargi. Je vais au plus proche des gens. Je n'ai pas fait le choix d'animer des assemblées de circo. Pas comme Charles Fournier à Tours avec un parlement de circonscription (qui travaille avec des citoyens tirés au sort). Le problème pour ce type de dispositif, c'est que généralement, les gens travaillent et proposent, mais ça ne va pas jusqu'à les faire ni discuter, ni encore moins adopter... Car nous sommes dans l'opposition. Mais c'est une démarche, une pédagogie et je trouve ça bien. Si ça se généralisait ok, mais je n'ai pas fait ce choix-là.

Ma circonscription est très grande avec ses 8 intercos. C'est un sujet sur les moyens associés au mandat par l'Assemblée Nationale : les parlementaires ruraux n'ont pas plus de moyens que les parlementaires urbains. Or les territoires à couvrir ne sont pas les mêmes, mais rien n'est pensé pour faire vivre le débat citoyen à l'échelle du territoire. On a de l'argent pour notre permanence parlementaire, certes. Mais c'est insuffisant pour alimenter le souffle démocratique.

Du côté du citoyen, le rapport à la députée est particulier. L'idée même de prendre rendez-vous avec sa députée est compliqué. Avant, ça ne me serait personnellement jamais venu à l'idée. Beaucoup n'ont pas la possibilité de prendre contact. Il y a des choses à faire évoluer là.

### **3- Quel est l'action / le ou les projet(s) dont vous êtes particulièrement fière ?**

Autour des cahiers de doléances gilets jaunes -> équité de représentation et importance de la parole (collectée et respectée)

Perception d'un mépris macroniste, mais pas que macroniste. Il y a là quelque-chose qui nourrit toutes les crises climatiques, mais toutes les autres aussi, notamment démocratique. Le sentiment c'est « Je ne vais pas faire si ça nous est imposé d'en haut ; on nous emmerde nous, quand d'autres font n'importe quoi ».

C'était important d'aller fouiller dans ces doléances.

Ce qui m'a intéressé, c'était de rechercher ce qu'il y avait vraiment dans ces cahiers. Moi en 2018, j'étais impliqué dans « l'affaire du siècle »<sup>7</sup> et nous avons sorti notre recours / notre pétition... En mars 2019, nous avons rencontré au ministère de la transition écologique François de Rugy sur notre recours... Je me demandais : est-ce que les gilets jaunes étaient comme beaucoup le disaient à l'époque, contre l'écologie ? A travers les cahiers, on le voit, ce n'est pas le cas. La demande d'écologie est importante MAIS d'abord dans la justice.

Le mouvement climat était *en PLS* au moment des gilets jaunes. Tous se disaient = on a perdu, le peuple se rebelle contre nous. Moi j'ai trouvé ça bien. Je m'identifiais à tous ces gens qui montaient à Paris, c'était une vraie révolte populaire.

---

<sup>7</sup> Cf <https://laffairedu siecle.net/>

« Rien n'a changé » quand le mouvement était insurrectionnel, avec une participation revendiquée dans un mouvement qui devenait mondial, qui devenait un mouvement sociologique d'époque. Avec « Notre affaire à tous »<sup>8</sup> – mouvement porté avec Marie Toussaint –, on voit que c'est pour cause d'injustice que tout le monde se bouge.

Personne n'a compris, ni n'a réussi à récupérer ce mouvement. Ils ont haï le mépris, incarné par Macron. C'est normal. Ils ne se définissaient pas comme un peuple politique. Mais il y avait une structure d'un programme / une promesse politique de type NFP. Même si l'unité était la haine anti-macron, il y avait aussi les bases d'un programme.

J'ai l'impression qu'il n'y a pas eu de fin à ce moment... Notre dame de Paris brûle et on n'en entend plus parler. C'est désolant, on a tué la mobilisation citoyenne.

Pour moi, il faut revenir à la promesse faite : revenir à l'ouverture des cahiers, les rendre accessibles à tous... Mais est-ce que ça ira au-delà des paroles ? La plupart des doléances commencent par « je sais que personne ne me lira, mais... ». A nous de rendre la parole à ceux qui ont pris le temps de la donner.

Que faire ?

- A l'échelle municipale, que les listes s'inspirent des cahiers. C'est la plus grande consultation libre qui ait existé.
- Faire des conventions citoyennes ? De type CCC. Plus personne n'y croit.

Macron a réussi à plomber tous les outils que nous avons à notre disposition. Dès qu'il fait un truc, il abîme. Même l'outil référendum plombé par 2005 est dévoyé. C'est déprimant. Avec l'Assemblée Nationale la mieux élue de la 5<sup>ème</sup> république, il ne se passe rien. Plus personne n'y croit.

Si je regarde vers quoi nous allons, je vois 2 possibilités :

- Soit un régime de vengeance qui s'installe avec les risques que ça comporte
- Soit une réinstitutionnalisation réparatrice, pacte de réconciliation

Mais il faut faire les choses correctement dans le délitement démocratique actuelle, être digne, à l'écoute des gens, aller voir les désaccords et relancer la machine démocratique.

#### **4- Quels sont les principaux moteurs de votre engagement**

Militance agriculture, climat...

Mon inquiétude sur la démocratie vient de la non croyance. Mon envie est d'être une VRP de l'Assemblée Nationale, car je crois que la démocratie parlementaire est essentielle à l'heure des régimes autoritaires. Qu'au moins je puisse me dire : « Je suis une bonne élue ».

Ma maman est agricultrice et mon père maire. Jeune, j'ai voyagé et ça a réveillé des choses sur l'indignité et sur le respect des droits humains, sur mon attachement à la cause environnementale. Ca a forgé mes valeurs et mon engagement.

Je n'avais jamais pensé être élue. Un an avant les législatives, en 2021, j'y suis allé . Parce que des amis m'ont poussés. Je ne me sentais pas légitime, ils m'ont convaincu dans le temps long. Éluë j'ai commencé par 6 mois de dépression... ce monde est particulier, on a des honneurs non mérités, qu'on ne mérite pas tout court. On se demande pourquoi on est là. Avec des collègues qui s'improvisent expert en tout, c'était compliqué, surtout pour une femme jeune comme moi. Même si au départ c'était très dur, je pense être aujourd'hui une bonne député, avec une moyenne haute.

J'ai l'impression qu'il y a à prendre de la hauteur sur le patrimoine de la démocratie locale. Quand on fait de l'humanitaire, on comprend la valeur de l'engagement. En Turquie, j'ai été impliquée dans des milieux très militants, mais je ne pouvais pas agir – ce n'était pas ma lutte, pas mon combat. En France j'ai vécu mon engagement come un devoir. Enjeu d'appartenance citoyenne à un territoire. Ca a joué sur l'idée « je peux faire quelque chose, alors je le fais, c'est la moindre des choses que je puisse faire... »

---

<sup>8</sup> Cf <https://notreaffaireatous.org/>

## 5- Quelles sont les principales tensions auxquelles vous faites face ? Comment restez-vous en équilibre ?

Tous, nous travaillons. Être une femme impose d'en faire 3 fois plus. Je suis seule et sans enfants, alors ça me donne de l'espace pour y aller. Avec mon soi parfait, je travaille 24/24. C'est aussi pour ça que je me suis brûlée dans les 1<sup>ers</sup> mois. Je me dis que j'ai besoin d'être fière de moi. Avec des mandats de 5 ans tout est concentré. Au départ, les mandats étaient plus longs. D'autres élus ont des perspectives plus faciles pour planifier leur vie (les sénateurs notamment) ; nous on est plongés dans l'incertitude. Actuellement, on sait qu'en septembre, potentiellement on saute tous sur le budget. L'écologie est attaquée, les droits sociaux sont attaqués... Il faut que je fasse le max, sinon je sais que je vais mal dormir.

Par rapport au cumul des responsabilités ? Je pourrais être maire, à Crest par exemple, et parlementaire en même temps. Mais ma vision serait limitée à Crest. L'argument pour le cumul ne tient pas, si ce n'est de bien comprendre les articulations avec les niveaux de collectivité. L'autre argument contre le cumul, c'est une question de temps... je ne peux imaginer d'avoir 2 mandats dans l'agenda actuel. Ça obérerait mes capacités d'action au niveau national. Si l'équilibre est difficile à trouver, je n'oublie pas les dimanches et les réseaux de copains. Dès que je peux, je randonne – c'est beau la Drôme.

## 6- Quels défis identifiez-vous pour la démocratie locale ?

**Défi de la montée de l'extrême droite** -> le replis sur soi, l'individualisme, les logiques claniques qui se renforcent. Je constate le mouvement des natifs qui refusent les gens nouveaux. Les types de population ne se croisent pas ou difficilement. Ces natifs ont souffert d'humiliation, de mépris, ils n'ont pas la main, ou la perde. Les problèmes ne sont pas de gauche ou de droite. Il faut comprendre.

**Défi climatique** qui va être immense. Les impacts sur l'agriculture, la fracturation territoriale entre les habitants des grandes villes et monde rural, la fracture sociale avec du développement à 2 vitesses. Notamment dans les mobilités : ceux qui peuvent vivre bien et les autres qui ne peuvent pas. Le ZAN par exemple, comment vous le percevez ? Le sentiment des gens est que ce n'est pas juste... On donne des terres à de grands projets et aux petites communes on dit de tout arrêter d'un coup. L'urgent est à préserver les équilibres et à en discuter.

**Défi du beau et des moyens.** La France moche est en train de s'étendre partout et personne ne veut vivre là-dedans. Nous en Drôme, on a su préserver nos paysages. C'est compliqué quand les injections viennent du haut et s'impose sans explication. On manque de moyens partout : la DDT manque de moyens, les communes manquent de moyens, tout le monde rogne... En plus, il y a les faits du prince : lui il a eu un permis et pas moi.

➔ Il faut agir sur les sentiment d'injustice, faire baisser les ressentiments = humiliation et mépris + déficit d'humain pour accompagner les compromis, la négociation. La loi doit être la même pour tous, pas interdire là, quand à côté, le voisin fait ce qu'il veut. Si on se sent déconsidérés, ça fait le lit de l'anti-écologie et du vote RN.

## 7- Si vous aviez quelques recommandations pour de (futurs) élus ?

- Accepter la dépression et vivre avec (dans des temps compliqués c'est peut-être normal). Se rappeler de notre chance d'avoir eu une enfance dans une époque insouciant (et alors être compréhensif avec les nouvelles générations)
- Être convaincue de ce qu'on fait, de sa justesse, des idées qu'on défend. Pas pour être une star / un égo. On voit tellement de gens sans convictions à l'Assemblée Nationale, que c'est flippant. Donc avoir des convictions.

- Importance d'un bon réseau de solidarité, des amis et des espaces pour les vivre. En Drôme, on a une association « L'Avant-Pays » pour soutenir ceux qui s'engagent ; avec des réseaux d'appui à tous les échelons.
- Travailler pour comprendre, pour se sentir capable. Travailler encore et 2 fois plus.
- Se dire que c'est temporaire, et qu'on fait de notre mieux sur la période ; il y aura une vie après. Se détacher de la pression. Qu'avec ce qu'on fait, il y aura peut-être moins de moules sur leurs rochers.
- Lutter contre le sentiment de subir les choses... Choisir. Construire des choses sur lesquelles on a la main. Par exemple l'agenda est de plus en plus rapide, tout ça va vite et de plus en plus vite, ce qui peut rendre fou... Alors il faut avoir un thème qu'on maîtrise (ex : une conférence qui s'organise... pour communiquer sur ce qu'on aime, ce sur quoi on veut agir, ...). Avoir la maîtrise des choses qui nous tiennent à cœur, pas seulement par défaut, et sur de l'actu. Se dire : j'ai posé un sujet que j'habite (et donc choisir).

# Entretien avec Marie Toussaint

**Nom :** Marie Toussaint, juriste, activiste écologiste, et députée européenne

**Fonction :** Député européenne écologiste

**Date :** 16 mai 2025 (10h/11h30)

## Comment vous présenteriez-vous à d'autres élu.es ?

« Je n'ai pas choisi l'engagement. D'une certaine façon je suis née avec ». « Parce que je voulais la Justice, j'ai choisi le Droit ». « Parce qu'il ne faut négliger aucun prétoire que je me suis présentée en 2018 sur la liste des élections européennes pour EELV, et ai été élue eurodéputée en mai 2019 ». « Je me bats pour la justice climatique, la reconnaissance des droits du vivant et des écocides ; ainsi que pour la justice pour tous ».

## 1- Quel est votre définition de la démocratie locale ?

Je fais un détour par la philosophie politique : la démocratie ne se limite pas à des élections, elle relève de tout un faisceau de principes : séparation des pouvoirs, droits de chacune et chacun, y compris celles et ceux qui ne vont plus voter. La démocratie locale est le droit de choisir ses décideurs, de participer aux décisions (cf les consultations). C'est le droit de chacun et chacune de participer à la construction de la ville (avec les budgets participatifs, les consultations, les instances diverses et variées). C'est la façon dont on arrive à engager tout le monde, jusqu'aux plus vulnérables – et c'est là qu'on touche aux humains, mais aussi aux non-humains (celles et ceux qui ne peuvent pas parler)...

## 2- Quel est selon vous l'état de la démocratie locale ?

La démocratie en règle générale est malade. Au niveau mondial, le modèle est menacé, et il est à la peine... La démocratie fait face aux régimes autoritaires et identitaristes, à la domination des milliardaires antilibéraux qui s'allient les forces de l'argent (pas que aux US, Orban aussi en Europe). Tout reste relatif...

Mais... La démocratie locale tient « encore » – en France en tout cas –. Elle porte des mécanismes d'adhésion collective, de reconnaissance, de sentiment d'appartenance... Elle s'affaiblit c'est évident. Et il y a de nombreuses alertes à traiter. Un des enjeux est d'accepter les critiques, de tenter de les résoudre par tous les moyens, dans un contexte où la défiance grandit. La difficulté est de construire les conditions de la confiance réciproque et de la participation.

La démocratie locale est certes en danger, et reste améliorable. En fonction des territoires, on voit certains maires (écologistes notamment) qui agissent en mobilisant dans une réelle dynamique démocratique... et dans d'autres lieux, elle est menée avec autoritarisme ou en opposant les uns contre les autres (dans l'exclusion des minorités), ..., sans parler de l'assèchement des finances publiques.

On reporte de plus en plus de responsabilités vers les élus locaux, sans leur donner les moyens d'agir (exactement comme on accroît le stress au travail en posant des objectifs trop ambitieux en regard des moyens accordés). Une telle mécanique ne peut qu'engendrer des crispations et amplifier l'état de crise.

### 3- Quel est l'action / le ou les projet(s) dont vous êtes particulièrement fière ?

Mon intérêt se porte actuellement beaucoup sur les **droits de la nature**. C'est une question cruciale. Et si nous ne sommes pas arrivés à l'imposer encore, il y a déjà quelques victoires d'étapes :

- J'arrive aux droits de la nature d'abord par les batailles des populations qui luttent contre leur relégation. Dès le début des années 70, le juriste Christopher Stone s'investit pour défendre le droit de la nature (les arbres). Ce n'est pas seulement par des questions indigènes ou de Patcha Mama. C'est un enjeu qui puise aussi ses racines dans la culture occidentale, ou même dans le droit (anglo-saxon, ou européen). Le combat pour les droits de la nature, c'est aussi la déclaration de Cochabamba<sup>9</sup>, depuis l'Équateur ou la Colombie....
- En France, la lutte arrive depuis des territoires périphériques mis à mal : province des îles loyautés de Nouvelle Calédonie pour les tortues et requins en 2016, en Martinique avec la Déclaration des droits des Salines en Martinique en 2023, en Corse avec les droits du fleuve Tavignianou en 2022. Dans ces 3 cas : c'est un enjeu pour des territoires et des populations qui doivent survivre / vivre, avec des enjeux de périphéries, soumises à des dominations économique, sociale, culturelle et d'émancipation. Se saisir des droits de la nature permet de faire avancer les choses.
- Au niveau local aussi, les droits de la nature sont revendiqués : aux Etats-Unis avec le riz Manoomin<sup>10</sup>, la lagune Mar Ménor en Espagne qui obtient une personnalité juridique en 2022, le parlement de Loire, l'initiative autour du Rhône entre Suisse et France, le droit du fleuve Charente, le travail sur la Garonne... etc.
- Tout ça a un lien étroit avec la démocratie locale... Si je fais le boulot de l'autre côté depuis le Parlement (à travers des amendements, des études, des conférences...), tout s'inscrit dans le local. Car évidemment, la nature n'a pas de voix, et elle doit être portée. Il y a autant d'expériences / d'expertises du vivant qu'il y a d'individus. Une voix = un vote. Chacun a son rapport avec le fleuve (le pêcheur, le randonneur...). Or nous avons coupé les gens de la nature, mais il reste une expérience (même une expérience de l'absence de nature). Enjeu de revivifier la démocratie locale, en se retrouvant dans les communs de nature.
- Les droits de la nature sont un levier pour revivifier la démocratie locale, qui permet de repenser ensemble autour des communs. Qui transcende les débats qui font la politique, aux conflits qui agitent la politique aujourd'hui. Il y a un lien avec les parcs et les coexistences induites, avec les énergies vertes, etc. Enjeux de questions d'usage, avec des tiers non-humains

Cf Loïc Blondiaux qui a découvert les droits de la nature et se concentre dessus depuis.

Les freins et limites à la lutte pour les droits de la nature :

- **Agenda et contre agenda.** Nous affrontons un agenda anti-écologique + un populisme anti-écologique, qui a le culot d'instrumentaliser le peuple en contre = entrave!
- **Politique interne.** D'autres freins sont venus au moment de la lutte pour le Pacte Vert. Les communistes en interne freinent non moins. D'autres personnalités de gauche aussi. Nous avons plaidé avec « Notre affaire à tous » pour inscrire le climat dans l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution, et ce sont des sénateurs communistes qui étaient vent debout. L'approche anthropocentrique guide et impose encore ses cadres.

---

<sup>9</sup> La Déclaration universelle des droits de la Terre-Mère a été élaborée lors de la Conférence mondiale des peuples contre le changement climatique à Cochabamba en Bolivie en 2010.

<sup>10</sup> Le riz Manoomin a acquis le droit à l'eau et à un habitat aquatique pur, le droit de ne pas faire l'objet de brevet, etc.

- **Histoire du droit.** Avec Napoléon s'est imposé le droit canonique et le droit de l'environnement avec une conception où l'humain domine la nature. La philosophie des Lumières a établi cette hiérarchie et même autorise de l'asservir de la maîtriser pour être libres. C'est un frein philosophique et conceptuel.
- **Méconsidération.** En arrivant au parlement quand j'ai abordé les écocides et les droits de la nature sur la table..., j'ai affronté le VP au pacte vert (Frans Timmermans), qui reprenant le propos y allait d'un sourire / d'un clin d'œil bien appuyé évoquant la Patcha Mama... réticence à entrer dans cette conception... ridiculisation.
- **Acculturation.** Nous avons demandé une étude via la commission des affaires juridiques du Parlement Européen. Les chercheurs ayant rédigé cette étude (juristes) au départ sont très opposés. Ils jugent cette reconnaissance pas indispensable, portée par des « écolo-fous »... mais le juriste référent a évolué dans sa réflexion, abordant tous les enjeux dans la prise en compte des choses du vivant (d'impacts, de procédure, de démocratie, des intérêts)... Et il termine en disant que les revendication des défenseurs des droits de la nature sont les mêmes que celles des défenseur de l'environnement. Qu'il y a un chemin possible à arpenter.
- **Intérêts financiers.** Un autre frein vient des intérêts financiers -> les dividendes plus que jamais viennent heurter ça + industrie de la chimie + les plus-value de l'exploitation des mines....

#### 4- Quels sont les principaux moteurs de votre engagement

Je suis née avec / dans l'engagement, avec des parents qui ont lutté contre les injustices, la misère, les exclusions etc... C'est devenu ma philosophie. Un peu pour me distinguer de mes parents, j'ai pris une carte chez les écologistes. J'ai toujours participé à des activités avec d'autres enfants de toute provenance, de toute catégorie sociale, toujours très divers. Mon moteur est le droit, les droits des gens... Il faut en finir avec la tradition de la charité d'une main venant du dessus, tendue vers le bas : rompre avec ça, pour moi, passe par le droit, pour que chacune et chacun puisse exercer / accéder à ses droits. C'est cette logique qui m'a happée. J'ai un engagement vital pour le droit et les droits, orienté vers la recherche d'outils toujours plus efficaces ... Je ne conçois pas une vie où on ne se bat pas pour la justice (qui s'accroît avec le réchauffement climatique, avec le dépassement des limites planétaires).

Mon combat a trouvé sa place plutôt dans des luttes planétaires, avec les combats altermondialistes notamment (contre les accords de libre-échange, contre les exploitations minières, contre l'oppression des peuples indigènes et autochtones, contre les pollutions, et autres)... J'ai toujours ça en tête quand j'avance

En même temps, j'ai toujours eu conscience des leviers d'action au niveau local, pour garantir la dignité de chacune et chacun.

Ce qui me guide est cette nécessité d'ancrer notre société sur des droits universels. Le 20<sup>ème</sup> siècle a abordé les droits humains mais ça n'a pas suffi pour établir une justice. Ma bataille a porté sur la reconnaissance des écocides, dévastateurs à tous niveaux (crimes contre l'environnement), et s'est logiquement intéressée aux droits de la nature et à la justice environnementale.

Pour rappel, nous n'avons pas pris soin de la santé des ouvriers et fabriqué de l'injustice via : les maladies liées à la sidérurgie et aux mines (silicose), à l'amiante (asbestose), au P-FAS (qui ont contribué au dépassement en 2023 de la 6<sup>ème</sup> limite planétaire sur l'eau douce)..

- ➔ Droits humains et environnementaux vont ensemble, ils ne font qu'un... Sur l'écocide, le texte adopté par l'Union Européenne en février 2024 est le plus avancé en la matière, qui va jusqu'à une reconnaissance internationale des crimes les plus graves. Sur la justice

environnementale, il reste beaucoup de chemin à parcourir si l'on veut des droits égaux. Il reste 15 ans d'écart d'espérance de vie entre les plus riches et les plus pauvres et ça reste inadmissible.

J'appréhende les droits de la nature non pas comme un droit à côté des humains, mais comme un outil d'émancipation des êtres humains, notamment des plus précaires.

Comme le dit le politologue australien David Schlosberg<sup>11</sup> « Il faut dépasser notre société anthropocentrée », pour passer par un éco-centrisme, pour retrouver une justice – qui implique une remise en cause du colonialisme, et une quête de justice (envers les populations originelles / autochtones).

## 5- Quelles sont les principales tensions auxquelles vous faites face dans votre engagement ?

Tensions :

- Être « jeune » femme en politique est complexe = il faut toujours prouver 10x plus que des hommes installés, nous sommes toujours sous présomption d'incompétence sur des sujets techniques sous pilotage des hommes qui en ont l'habitude, qui le vivent dans la camaraderie et les réseaux (le temps de match de foot et bière)
- Les situations qui désarçonnent, comme la défaite de la Coop de Copenhague qui nous a sidéré, ou l'actuel backlash. Ce qui pousse à se questionner : pourquoi est-on là ? Qu'a-t-on raté ?

Ressources :

- J'ai utilisé l'outil du droit : qui donne un sentiment de rigueur et est une tendance mainstream. C'est un langage qui impose du sérieux, à l'instar des combats de Gisèle Halimi qui ont porté des propositions / réalisations extraordinaires.
- En 2018-2019, il y a eu un enthousiasme collectif planétaire = la planète entière s'est mobilisée ! Le 8 sept 2018 après la démission de Nicolas Hulot, on organise une manifestation avec « Notre affaire à tous » et surprise = 50000 personnes dans la manif + affaire du siècle + Greta Thunberg, vague verte et pacte vert pour l'Europe -> inflammation positive autour des enjeux écologiques.
- Je dépasse mes doutes en pensant à ceux qui n'ont pas le choix que de se battre chaque jour ailleurs dans le monde... Ça donne une responsabilité de poursuivre la lutte. Je ne peux oublier celles et ceux qui aillent se battre au quotidien
- Il y a aussi le « **agir avec** ». **Agir pour les gens mais sans les gens, c'est agir contre eux.** Il faut aller puiser dans l'expérience des gens pour mener nos combats. D'abord aller chercher les personnes qui vivent les problèmes au quotidien...

**Collectif.** Ma ressource vient des individus ou des groupes d'individus qui se battent quand tout leur dit de ne pas le faire. Certaines vies ont des chemins fermés, sont des vies de relégations, et malgré tout il y a des gens qui se lèvent, et qui se battent... Voilà ce qui me pousse à agir tous les jours.

**Eco-féminisme.** Je puise mes forces dans l'Ecoféminisme des suds, de Vandana Chiva, de Berta Cáceres ... C'est un écoféminisme qui réclame de laisser une place à la voie des femmes, même quand elles viennent du sud et sont en situation de pauvreté. Il y a aussi le combat de Sue Ellen Demestre à Lille pour des aires d'accueil des gens du voyage qui ne soient pas polluées, non dangereuses pour la santé. Et plein d'autres (Béatrice Privat et les subalterne par ex)... Je tente d'y donner échos.

---

<sup>11</sup> David Schlosberg est professeur de gouvernement et de relations internationales à l'université de Sydney

## 6- Quels défis identifiez-vous pour la démocratie locale ?

J'identifie 2 défis majeurs :

- **La question du non-humain** évidemment.
- **La question de la justice sociale.** Comment permettre que toutes les voix soient entendues (les *subalternes*) ? Si nous n'y parvenons pas, la démocratie peut mourir.

**La pleine mobilisation est une autre question.** Pendant toute une période, nous avons promu les coopératives (pour la crèche, pour la banque, pour l'alimentation), incitant tout le monde à venir dans les organisations contribuer. Mais un être humain ne peut s'investir dans tout... Beaucoup ne veulent pas et ont d'autres équilibres. Et il est nécessaire de respecter chaque posture, situation d'engagement. A Poitiers, Léonore Montcond'huy mène le combat de l'indemnisation des participants aux travaux en assemblée. C'est un exemple à suivre mais compliqué. Les gens n'aspirent pas à être mobilisés en permanence.

**Question du pouvoir d'agir.** L'éducation populaire est un levier pour la fabrique de la ville. Cf Alda au Pays Basque est d'armer les citoyens pour se battre contre les bailleurs, pour leurs logements. Je suis sœur de combat avec C Fournier ou Léonore Montcond'huy. Pour mener les combats, pour faire évoluer la démocratie. La fierté est essentielle et la dignité en est la condition. Quand on a le sentiment que participer influe, on y va. Mais les grandes kermesses dégoutent (conférences citoyennes multiples) – on a fait participer les gens à une grande conférence européenne pour le climat – pour rien. Ça dégoute les gens de la participation.

## 7- Si vous aviez 2 ou 3 recommandations pour de (futurs) élus ?

- **Solliciter la parole de toutes et tous.** Faire le travail d' « aller vers »... Aller à la rencontre du vécu des gens. Donner de la valeur aux savoirs de toutes et tous. Ne pas solliciter de concertations sans donner suite.. Ne pas manipuler la parole quand elle est sollicitée. Permettre à chacun de prendre position, chacun ayant son expérience / son expertise et savoir (passer par l'éducation populaire
- **Intégrer une démarche vers le non humain** => partir des communs (fleuve, parc, animaux, etc.) -> les considérer et installer une démarche depuis la réflexion sur les communs naturels, en mobilisant les instances-gardiennes, en ne restant pas dans un entre-soi écolo, avec le souci d'aller-vers tous (aussi les pêcheurs, les chasseurs, les gens du voyage installés en bord de fleuve, etc)<sup>12</sup>... Jouer aux différents endroits tout à la fois et inclure le plus grand nombre. Commencer quelque part, souvent à partir d'une déclaration de droits.
- **Se méfier des vocables.** Être vigilants entre nous (ex anthropocentrisme, attachements)... et ne pas confondre ce qu'on se dit entre nous et comment on parle aux gens. Vulgariser notre langage... Les gens peuvent tout comprendre, et il faut porter le sens... embarquer tout le monde.

---

<sup>12</sup> Voir le [guide à télécharger](#) sur les droits de la nature

# Entretien avec Chloé Vidal

**Nom :** Chloé Vidal

**Fonction :** 3e adjointe au Maire de Lyon, en charge de la Démocratie locale et Redevabilité, Évaluation et Prospective

**Date :** 30 avril 2025 (9h30/10h30)

*Docteure en Géographie (Ecole Normale Supérieure de Lyon). Auteure d'une thèse dédiée à la prospective territoriale. 3<sup>ème</sup> adjointe au Maire de Lyon, en charge de la Démocratie locale, de la Redevabilité – de l'Évaluation et de la Prospective, ainsi que des Universités, de la recherche et des coopérations.*

## Que pouvez-vous dire de vous, pour vous présenter (à d'autres élus locaux) ?

C'est mon premier mandat, je suis issue de la société civile, universitaire avec un passé de militante, entrée en politique avec la volonté de faire différemment de la politique (« faire politiquement », en référence à Bruno Latour). J'aborde les choses à la manière de John Dewey : la démocratie est d'abord une méthode, celle de l'expérience (l'adverbe *politiquement* dit le mouvement).

Mon titre est : adjointe « à la démocratie locale et à la redevabilité + l'évaluation et la prospective + les universités, la recherche et les coopérations ». Donc le volet participation citoyenne rejoint l'évaluation de l'action publique, la prospective de l'action publique... et la déontologie, qui est le socle sur lequel s'appuient toutes les autres dimensions. Le champ d'action est large pour coller aux volontés de notre équipe pour Lyon.

Si nous avons mis en avant « évaluation et prospective », c'est que ces activités n'existaient pas à la ville. Mais le terme de « redevabilité » est le plus important, car c'est un moteur de notre manière de faire de la politique -> nous sommes tous et toutes porteurs de cette intention de redevabilité = un principe directeur de notre action municipale.

Ce principe de redevabilité regroupe plusieurs acceptions :

- **Transparence de la vie locale** et de son financement, en renforçant les règles déontologiques = remettre de l'éthique en politique. Diffuser une culture de la déontologie, relayé par les travaux d'un comité de transparence (avec un guide en travail). Renforcement de la visibilité de l'action. Engagement pris au service de l'intérêt général. Concrètement : nous rendons compte de la matière collectée dans nos concertations, et de l'utilisation de l'argent publique.
- **Redevabilité comme moteur pour l'action.** Se dire qu'à travers les pas que nous faisons, nous créons la confiance, nous suscitons l'adhésion, nous provoquons un effet d'entraînement. C'est une forme d'exemplarité, de mise en cohérence entre ce qu'on fait et ce que nous avons dit que nous ferions. Expliciter pour mieux impliquer et créer une résonance pour susciter la coopération, aussi pour porter la transformation écologique, en travaillant à l'appropriation. Ce souci anime des démarches d'évaluation de l'action publique (non réglementaire mais décidées – aucune évaluation n'avait été faites auparavant à Lyon) et des bilans en cours de mandats, pour expliciter le chemin parcouru.
- **Un guide de l'action publique.** Travail actuel sur **une boussole du bien être** pour en faire un guide de l'action municipale (*Nb : voir plus loin dans l'entretien*).
- **Nous sommes collectivement responsables pour les générations futures, et plus largement du vivant** (humain et non-humain). Nous nous engageons à fabriquer une « ville robuste »<sup>13</sup>. Être dans une attitude prospective, pour avoir des enjeux de long

---

<sup>13</sup> Voir les travaux et conférences du biologiste Olivier Hamant

terme, en validant un système de valeurs avec tous, avec les élus, les agents et les habitants. Ouvrir des voix de passage vers une société réconciliée. Mettre en œuvre une prospective sociétale, dans la représentation, mais nécessairement participative et collective = autant de dimensions de la fabrique des politiques publiques et de l'exercice démocratique.

Voilà ce qui a été mis en discussion avec le maire et l'équipe en début de mandat, pour nous engager dans un renouvellement des pratiques de démocratie locale.

### **Quels sont vos mots et les défis de la démocratie locale ?**

Nous visons une démocratie continue, plus impliquante et inclusive... pour contribuer au chantier de renouvellement de la démocratie locale. C'est une définition en creux de la démocratie qui ne définit pas, mais va plutôt souligner ses manques, les défis qu'elle affronte... Et ces défis sont nombreux :

- **Une défiance démocratique structurelle** (cf travaux de Pierre Rosanvallon). Nous nous engageons dans le chantier ouvert de la démocratie, avec la conscience d'un double déphasage d'une démocratie locale toujours trop immédiate pour gérer les enjeux de long terme et toujours trop lente pour gérer l'urgence du court terme, ce qui peut induire une « perte du goût de l'avenir » (Max Weber) ; ce qui accentue le renoncement au projet politique. Avec le sentiment permanent d'accélération du temps qui accentue la désarticulation entre passé, présent et futur. D'où l'enjeu d'opérer un détour par le futur pour mieux agir au présent (qui est le seul lieu de l'action), pour réussir à se projeter. La démocratie comme nouvelle accordance des temps... Tant que dure la désarticulation, l'action politique est questionnée, les légitimités interrogées, la démocratie menacée.
- Si pour résorber l'écart entre les citoyens et leurs représentants, on **multiplie les dispositifs** qui relèvent de l'offre institutionnelle de la participation – en générant de la frustration –, on accroît le sentiment de défiance... Depuis les premières lois de décentralisation, nous savons qu'impliquer est la clé pour revitaliser le système participatif comme finalité et non comme moyen (le système représentatif n'étant qu'un moyen pour assurer la participation de toutes et tous<sup>14</sup>).

Depuis le début du 1<sup>er</sup> mandat, nous savons que nous faisons face à un climat de défiance et l'objectif de revitaliser le système participatif, de rendre réel la participation de toutes et tous des habitants (considérés comme « toutes celles et ceux qui pratiquent le territoire lyonnais »).

Donc il faut **redéfinir la citoyenneté locale** pour définir la démocratie locale, en étant animés par cette exigence démocratique, considérée à la manière de John Dewey : « ... du point de vue moral, l'exigence démocratique consiste à juger institution politique et organisation industrielle en fonction de leur contribution générale au développement de chacun des membres de la société ». La question est de savoir comment repenser le dialogue des institutions avec les habitantes et les habitants. Ce qui interroge la gouvernance locale.

Nous visons la pleine reconnaissance d'une citoyenneté active, qui s'expérimente quotidiennement à travers des engagements citoyens. Des personnes qui pratiquent la ville (géographiquement), qui l'informent, qui la transforment... qui ont des engagements citoyens à tous niveaux. Pour nous, il s'agit de créer les conditions pour ces engagements, pour cette participation active. La citoyenneté ne consiste pas seulement à choisir des représentants, à surveiller le pouvoir, à accorder un permis de gouverner à des élus... Il y a une approche active de délibération. Chacun a un droit à la ville (cf Henry Lefèbvre) = prendre des initiatives, s'associer librement à d'autres, s'engager, contribuer à produire les conditions de son existence, le milieu ou l'environnement sans lequel cette citoyenneté ne pourrait pas s'exercer.

Nous sommes à Lyon dans une approche pragmatique (cf John Dewey), considérant la démocratie comme une méthode qui progresse, une méthode de l'expérience partageable,

---

<sup>14</sup> Voir les ouvrages (dont écologie et démocratie en 2022) et travaux de Joëlle Zask

enrichissante pour l'individu autant que pour le collectif... Notre responsabilité est de créer les conditions nécessaires qui permettent de choisir sa vie, de créer ses conditions d'existence. En passant par de nombreuses actions autres que l'offre institutionnelle : défense des libertés associatives, des libertés académiques... Offrir les conditions pour que chacun puisse s'équiper pour l'exercice démocratique. Pierre Rosanvallon le dit, gouverner ne consiste pas seulement à résoudre des problèmes d'organisation, à allouer de façon rationnelle des ressources, à planifier une action dans le temps ... « Gouverner signifie d'abord rendre le monde intelligible, donner des outils d'analyse et d'interprétation qui permettent au citoyen de se diriger et d'agir efficacement, il y a là une dimension politique qui doit être soulignée ... il s'agit de produire la cité en l'aidant à se représenter, de la mettre en permanence face à ses responsabilités, de lui permettre d'affronter les problèmes qu'elle doit résoudre ». Ce qui est d'autant plus important que nous sommes confrontés à de nouveaux enjeux sociaux-écologiques.

Se poser la question urbaine, la transition écologique, c'est une question de réorientation. A Lyon, nous interrogeons la capacité de la ville à opérer cette réorientation écologique qui s'impose avec l'ensemble des acteurs du territoire... La ville ne le peut qu'en alliance avec tout le territoire, avec les interdépendances, la complémentarité. Il nous faut assumer les responsabilités respectives. Les pouvoirs publics n'ont pas / plus le monopole de l'action publique et doivent repenser les relations. L'élu et l'institution doivent changer de posture, pour être à l'écoute, en facilitation, en médiation. L'enjeu global en monde incertain est partagé par toutes les parties-prenantes de la fabrique de la ville. Avec des variations d'interprétation, avec des expériences variées. Il s'agit alors de garantir un dialogue de qualité.

### **Quel est l'état de la démocratie locale. Peut-on la considérer comme malade ?**

**Qualité du dialogue altérée.** La relation de l'institution avec les parties-prenantes est en question. Bruno Latour le rappelle : « des muets parlent à des sourds et bien sûr la situation empire à chaque cycle, les muets de plus en plus furieux qu'on ne les entend pas, les sourds qu'on accueille pas leurs solutions comme il convient, d'où cette impression que l'espace public est devenu d'une insupportable brutalité ».

Aujourd'hui, nous avons un double enjeu :

- La pacification des relations des êtres humains à la terre vivante
- La pacification des relations de nos institutions démocratiques elles-mêmes à l'ensemble des acteurs du territoire.

Ces 2 enjeux sont intrinsèquement liés. La société sera plus apaisée uniquement si nous améliorons le dialogue entre tous les opérateurs. Il ne peut y avoir de transition écologique sans transition démocratique. Il faut opérer un saut qualitatif vers un dialogue de meilleure qualité entre les institutions garantes de la concorde et les entités qui le composent.

**Héritage de pratiques et (in-)capacité d'agir à Lyon.** Certains dispositifs restent collés à des mécaniques descendantes, restant dans l'injonction représentative (hérité du mode de travailler historique). Nous ne transformons pas l'institution aussi vite que l'on voudrait. Le budget participatif pour prendre cet exemple, bouge des lignes en interne (au-delà du simple objectif de faire émerger des projets pour améliorer la qualité de vie). Mais nous sommes en fin de cycle des dispositifs contributifs, même quand certains ont encore un intérêt à être mobilisés. Tous ne sont pas à jeter, mais ils ont des limites, ils ne touchent qu'une portion réduite de la population par exemple. Nous n'avons pas su intégrer toutes les dimensions de redevabilité des dispositifs (les manières dont les contributions sont intégrées dans le processus de décision). Certaines démarches sont infructueuses voir contre-productive. Il nous faut nous affranchir des approches purement contributives, de la tentation de l'institution d'institutionnaliser, pour déployer une vision nouvelle. Beaucoup de choses peuvent être faites, à l'instar de ce que font Bordeaux, Strasbourg ou même Grenoble sur la démocratie d'interpellation.

**Dysfonctionnement et exigence de renouvellement des assemblées.** Une assemblée citoyenne est par nature ce qui doit se renouveler grâce à la définition de nouveaux problèmes, partagés, coconstruits. Tant que nous ne redéfinissons pas nos modes de faire assemblée, ce sera compliqué. Avec des contributions sous-utilisées ou même pas du tout. La commission extramunicipale du temps long expérimentée, envisagée au départ du mandat (entrant dans un format légal lié au code général des collectivités territoriales), a été laissée de côté. Mobilisation du droit à l'expérimentation. Nous avons engagé un travail avec le consortium « où atterrir ? »<sup>15</sup> (Bruno Latour) pour une assemblée renouvelée. Il s'est agi de repartir du comment fonctionne une assemblée citoyenne = vivre la démocratie comme une méthode (J Dewey), via de l'expérimentation et de l'enquête. Avec des expériences partageables. Ça a été mené avec un petit collectif d'acteurs, en testant des méthodes, pour créer une communauté d'expériences (collectif diversifié comme un collectif d'habitants dans le mélange agents, élus, partenaires) qui, en se créant, pourrait parler de ses modalités propres d'organisation = d'un collectif à une communauté constituée. Partant de cette expérience, élargir à une assemblée à l'échelle de la ville. Volonté d'une Assemblée Citoyenne qui mettrait en cohérence nos politiques municipale avec les enjeux écologiques et animerait un dialogue constructif, pour renouveler les principes de la démocratie locale. L'expérience avec le consortium « où atterrir ? » nous a amenés à renoncer à la constitution d'une commission extra-municipale du temps long en tant que telle. Nous nous sommes engagés dans la démarche « **boussole du bien-être** », en repartant des « *concernements* » pour aborder une définition du bien-être, et pour identifier les problèmes susceptibles d'être des moteurs pour l'action. D'une pratique d'abord descendante, nous sommes allés dans l'ascendant avec l'idée d'associer et de développer (avec tous, les élus étant à leur place) une grille de lecture partagée, pour guider l'action municipale (valeurs partagées et moteurs pour l'action). Nous nous y essayons depuis 3 ans maintenant.

### **Pourriez-vous décrire concrètement l'expérience spécifique de la boussole du bien-être ?**

Nous nous sommes engagés dans la démarche « **boussole du bien-être**<sup>16</sup> » pour identifier les problèmes susceptibles d'être des moteurs pour l'action. D'une pratique d'abord descendante, nous sommes allés dans l'ascendant avec l'idée d'associer et de développer (avec tous, les élus étant à leur place) une grille de lecture partagée, pour guider l'action municipale (valeurs partagées et moteurs pour l'action). Nous nous y essayons depuis 3 ans maintenant.

En émancipation du cadre général des CT, avec une obligation de revoir notre feuille de route ensemble.

Postulats de départ sur la perte de repères, la volonté de construire des balises construites avec tous les habitants de la ville, en nous éloignant de certains indicateurs de type PIB – qui ne peuvent rester comme les seuls indicateurs pour la valeur de l'action municipale. Point de départ : que les lyonnais répondent à ce qui est constitutif du bien-être à Lyon ? C'est une démarche qui reste contributive, mais qui modifie en profondeur le fonctionnement démocratique de la ville. C'est une grille de lecture partagée, directement intégrée dans le budget de la ville. C'est en ça pour moi que c'est une expérimentation intéressante. Elle permet d'évaluer l'adéquation entre les actions de la ville avec les attentes des habitants et citoyens. Objectif de l'utiliser pour construire un **budget bien être**. Que ça devienne un guide de notre action municipale, un instrument démocratique pour la relation habitants-élus-agents, un instrument de redevabilité donc, mais surtout une manière de réformer le débat d'orientation budgétaire. Ça n'a jamais été fait jusqu'alors Il y a eu des indicateurs de santé ou autre... Dans

---

<sup>15</sup> Démarche de recherche-action pluridisciplinaire (<http://ouatterrir.fr/index.php/consortium/>)

<sup>16</sup> Article <https://cite-anthropocene.fr/la-boussole-du-bien-etre-experimenter-la-democratie-participative-autrement/> Site internet [www.bien-etre.lyon.fr](http://www.bien-etre.lyon.fr)

une méthode qui se construit in itinere, en marchant avec les habitants, les universitaires, des agents et élus de collectivités (France et hors France).

L'instrument – processus budgétaire – se construit dans une démarche de réseau (cf ouvrage « sortir de la croissance » de Eloi Laurent)

Méthode :

- 2023 : 9 réunions dans les arrondissements de Lyon. Avec des volontaires et un tirage au sort d'adresses, pour inviter les habitants à venir (démarches directes porte à porte en binômes agent/élus). Des réunions avec jusqu'à 50 personnes par réunion / par arrondissement. Avec une question sur « qu'est-ce que le bien être à vivre la ville de Lyon ? ». Des thématiques et des enjeux ont émergé.
- 2023 (suite) : Constitution d'un groupe plus réduit d'une trentaine de personnes pour formuler les dimensions constitutives du bien-être (super-citoyens, élus, agents). Une « petite assemblée ». 6 ou 7 séances. 12 dimensions du bien-être sont identifiées, formulées et déclinées chacune en 2 à 4 sous-enjeux. Validation par vote au jugement majoritaire à la fin. C'est la base d'un travail. Volonté d'une déclinaison en objectifs à atteindre pour la ville (pour tagger les lignes budgétaires de la ville).
- Choix 1 Assemblée 2023 : « **vivre ensemble** », déclinés en 3 sous-enjeux : se sentir entouré, pouvoir agir avec et pour les autres, avoir accès à des lieux de convivialité. Approfondissement, avec élargissement de l'assemblée pour arriver à des objectifs transversaux (utilisés par les services de la ville pour évaluer) : rendre les citoyens acteurs de la fabrique de la ville + développer et animer des lieux de convivialités pour se relier, pour plus de solidarité et pour faire émerger des initiatives citoyennes + cibler les usagers sans discrimination pour les impliquer + accompagner pour créer du lien pour la vie des quartiers + permettre le dialogue dans la diversité et faire en sorte que les citoyens s'emparent de l'information... Ils sont utilisés par les services de la ville comme des champs de contraintes / comme un cahier des charges (recensement de ce qui se fait – approche cartographique – qui peut se taguer « vivre ensemble » et surtout identifier où il y a des actions à engager = stratégies en lien avec ce qui n'a pas été atteint encore). Se décline dans la feuille de route municipale, la fait évoluer (obligation de revoir notre feuille de route).
- En 2025, choix 2 - thème « **présenter sa santé et se soigner** ». Dans les enjeux adressés, on déborde des seules compétences de la municipalité. Nous identifions les attentes. Approche exhaustive et complète (avec des réorientations). La ville apporterait des réponses synergiques, pour répondre à autant de dimensions qu'il se peut. Nous invoquons la clause de compétences générales, assumons une fonction de plaider... La question se pose de concrétiser les actions.
- Certaines initiatives sont intégrées et relayées dans le budget participatif de Lyon (le 2<sup>ème</sup> en France après Paris, soit 25 millions d'euros à l'échelle du mandat en terme de montant alloué par habitant = 5% du budget d'investissement de la ville). Un organe d'écoute des habitants de Lyon. Prochain vote budget participatif le 5 mai avec une focale sur les jeunes et les habitants des quartiers populaires (PV élargie). Le montant d'argent n'est pas le seul critère attestant de la qualité du dispositif. Nous faisons un exercice d'intégration.

Les difficultés et obstacles :

- Craintes liées au moment. Avec les rencontres dans les arrondissement (à mi-mandat) ça a été parfois compliqué, avec des inquiétudes d'une forme de sondage d'opinion. Peur de verser dans la démocratie d'opinion. La mission prospective s'est constituée en 2023. Inquiétude de toucher au moteur de la ville : son budget. Certaines lignes budgétaires ne sont pas « tagguées » encore. Nous sortons d'une approche comptable, pour aller dans une approche plus stratégique (via grille co-construite avec les habitants). C'était le bon moment.

- Un accompagnement externe. La proposition de fréquence communes de travailler avec le triangle d'acteurs atablés en triptyque (élu/agent/habitants) avec des biais, notamment l'acceptation de jeux d'influence. Mais ça a porté ses fruits.
- Tout le monde n'a pas réalisé encore comment ça allait impacter le fonctionnement institutionnel. La Boussole est intégrée aujourd'hui au Débat d'Orientation Budgétaire. Le travail s'affine au fur et à mesure que les objectifs viennent décliner les enjeux. Tous les élus n'ont pas été aculturés. Que l'outil ne soit pas seulement une ressource, mais une obligation de rendre des comptes, qui s'impose à tous les élus et agents (l'institution rend des comptes). Persistance d'incompréhensions, avec le facteur temps qui est crucial (enjeu de redevabilité, temps d'appropriation, d'intégration).
- Nous échangeons avec d'autres villes (Anabelle Breton à Grenoble ou Tiphaine Ardouin à Bordeaux). D'abord ils parlaient de médiation ; la démocratie d'interpellation a des limites. Il y a un problème de non recours par rapport aux habitants, à leur capacité d'interpellation. Accueil pour nombre de dispositifs : savoir qu'ils existent, s'en saisir et les utiliser. Il y a peu d'habitants qui s'en saisissent aujourd'hui dans les formes actuelles.
- Nous expérimentons, nous n'avons pas encore tout éprouvé, et il va falloir que ça s'installe dans l'organisation. Le dispositif encore jeune et il va falloir donner à voir comment fonctionne cet outil, l'expliquer aux habitants et habitantes, en dire les transformations induites.

Le travail est bien amorcé, les services l'ont intégré. L'outil est contraignant, donc pourrait être rejeté. C'est un pari pour l'avenir. L'intention est le renouvellement des pratiques et la qualité de vie démocratique. Nous cherchons à l'intégrer aux pratiques, pour le laisser intégrer au DOB. Dans un cadre de démocratie continue, notre feuille de route va s'ajuster.

### **Quels sont les moteurs de votre engagement personnel ?**

Je viens de la philosophie traditionnelle ; en vilain petit canard je me suis orientée vers la géographie, avec une codirection de thèse par un philosophe. Je suis fondamentalement animée par la volonté de participer à **remettre de l'éthique en politique**.

Mon entrée en politique s'est nourrie par de la théorie, et j'ai ressenti le fossé entre les idéaux et l'expérience au quotidien de la démocratie. J'étais rétive à la logique de parti, je croyais à la micropolitique, à des engagements à différents niveaux, aux mouvements citoyens (j'ai d'ailleurs beaucoup milité). Je prends la démocratie à la manière dont on est reconnu comme citoyen ou citoyenne. L'entropie représentative me questionnait, l'écart entre les représentants et les représentés m'interpelait. Je me suis dit que je pouvais m'y essayer, comme une tentative pour mieux comprendre depuis l'intérieur ce qui pouvait faire obstacle. J'ai encore un regard de **chercheur**, mais depuis le cœur de la gouvernance. Je suis passé par l'école de la résilience, aussi par les ong et l'expertise citoyenne. Je me suis motivé pour participer à un autre endroit, pour un temps donné à l'action publique, en mettant de l'huile dans les rouages à mon niveau. L'aventure est clairement très riche : j'avais été chargée de mission dans une collectivité territoriale, j'ai travaillé dans une ONG en lien avec des collectivités... Je complète le parcours, pour améliorer toujours – chacun depuis notre endroit – la **qualité du dialogue et de la médiation**.

J'ai eu un grand plaisir à me plonger dans les travaux sur la déontologie, avec le recours au droit. Je suis intéressée par la posture d'élue, les outils de l'élue, dans une responsabilité partagée avec les autres parties-prenantes de la démocratie locale. Le gouvernant n'est pas le léviathan. L'enjeu est de se connecter au monde concret. Je considère les problèmes comme des moteurs (en politique comme en philosophie).

## Quels sont les tensions auxquelles vous faites face ?

A l'extérieur reste l'obstacle de la défiance vis à vis des institutions démocratique. L'écart se creuse par le concours de certains responsables politiques, de certains médias, d'habitants... Le travail de l' élu n'est pas facile. Il faut un courage pour rester en politique, ce n'est pas simple. Il y a beaucoup de fantasmes sur ce qu'est un élu aujourd'hui. L'évolution sociologique des élus est très lente. Le regard peut être dur, confrontant. Quelle posture adopter pour que le contact avec les administrés se passe au mieux, pour fabriquer les coopération, recréer le dialogue ?

En interne, il n'y a avait pas d'agents en charge de la participation citoyenne quand nous sommes arrivés ; seulement 2 personnes en poste (pour travailler à l'animation des conseils de quartier). Aujourd'hui la **mission démocratie ouverte** est transversale, avec 7 personnes (de 7 à 9 avec des apprentis ou stagiaires). A la mission démocratie ouverte, il y a une équipe « d'agents militants », qui promeuvent l'engagement du renouvellement du système participatif = une mission opérationnelle, ressource, transversale et politique. J'ai eu à développer la « culture de la participation », ce qui ne va pas de soi. A la Région AURA ces services ont disparu. Nous avons besoin d'un référentiel commun, ce qui ne va pas de soi. « Nous avons concerté, mais seulement avec des détracteurs ont parlé, c'est pas possible de les intégrer... » ; je leur dis que participer n'est pas concerter (cf échelle de S. Arnstein). Il y a une mécompréhension des enjeux de la participation du côté même de mes collègues élus. JF Caron m'en avait fait retour lors d'un audit par la Fondation des Transitions. Nous avons aussi structuré la **mission évaluation et prospective** pour porter la boussole du bien-être. L'action engagée n'a pas été toujours bien perçue par mes collègues élu.es. Je suis intéressée par les enjeux temporels en démocratie ; il y a un déphasage qui se renforce par le sentiment d'urgence climatique : nous avons décrété l'état d'urgence climatique à Lyon juste avant le mandat. Il reste des modes de fonctionnement à construire, une culture à nourrir.

Je me suis engagé enceinte dans la campagne. J'ai par là même interpellé la sociologie des élus. Cette présence pouvait forcer la prise en compte de la parentalité chez les élus. Nous restons dans des catégories professionnelles +++ . De l'importance que chacun puisse se projeter dans l'exercice de la responsabilité d'élue. L'organisation doit évoluer pour que chacun puisse se reconnaître dans ses représentants. C'est un acte politique en soi. J'ai eu 2 enfants depuis le début du mandat. La coparentalité est une interrogation sur le fond. Cf L. Montcond'huy à Poitiers, qui sans être présente gardait la responsabilité pénale et civile (avec ses enfants). La tribune que j'ai écrite sur le sujet a été très vite signée. En plus se joue un enjeu de *présentocratie* ; ne pas être présente car on s'occupe de ses enfants fait perdre en capacité d'action – j'ai dû batailler plus pour exister politiquement

Les oppositions sont facilement vent debout et dans le déni des mouvements à l'œuvre. Nous avons abordé le non-humain, et nous avons été tournés en ridicule. Non seulement vous distribuez l'argent open bar, mais maintenant vous commencez à vouloir vous comporter en arbre.... Entre ceux qui s'autorisent à penser autrement et les autres. Nouvelle polarisation. « Attention n'en fait pas trop » me dit-on !

## Quelles ressources mobilisez-vous pour avancer ?

- Se soutenir en réseaux d'élus (Poitiers, Bordeaux, Lyon...). = les villes écolos + les femmes élues en responsabilité et autres réseaux affinitaires (élues, mamans). + rencontres européennes de la participation + réseau des budgets participatifs.
- S'appuyer sur les citoyens dans leurs engagements, protéger les constructions de projets et les énergies qui s'engagent. Être garants d'espaces d'expression, de sécurité climatique, etc.

**Pourriez-vous formuler 3 ou 4 recommandations à destination d'autres élus ?**

- S'équiper intellectuellement dès le départ pour garder un cap, pour ne pas se laisser prendre par l'exercice du pouvoir et ses jeux. Ne jamais perdre de vue l'importance de la gouvernance collective. Une approche multi points de vues, pour permettre ce doute, cette ignorance, qui est un des moteurs pour l'élu.
- De l'importance que chacun puisse se projeter dans l'exercice de la responsabilité d'élu.e. Ne pas laisser l'importance que à celui ou celle qui est là ; accueillir large. « Je suis pour un *rabot d'égo* ». Le corps, l'âme et l'égo... L'égo reste, mais c'est ce qui pollue – même s'il en faut un peu pour résister aux tempêtes.
- Pousser jusqu'au bout l'exercice d'écoute de soi et des habitants ; penser avant d'être dans l'exercice du pouvoir. Se positionner dès le départ dans sa posture d'élu avec des repères clairs. Poser son horizon d'attente en conscience de sa place, de ses forces... Les modalités d'exercice du pouvoir poussent facilement au compromis.